

CREATIONS ET DESTRUCTIONS D'EMPLOIS EN 2013 EN FRANCE

ATTRACTIVITE DES TERRITOIRES

Mai 2014

Préambule

- **F/I/E et Kurt Salmon RH – Management** qui ont signé début 2013 un partenariat pour accompagner les entreprises dans leur stratégie de redéploiement, vous proposent l'étude *Créations et destructions d'emplois en France*, **pour la 5^{ème} année consécutive**.
- Kurt Salmon RH-Management et F/I/E se sont associés pour conjuguer leurs savoir-faire respectifs dans l'anticipation et l'accompagnement de redéploiement. Ce partenariat souhaite apporter une orientation nouvelle en préparant en amont au service des groupes et des sociétés leurs évolutions à moyen terme et l'impact de ces évolutions sur les collaborateurs et leurs métiers. Notre positionnement unique sur le marché propose les savoir-faire métiers, l'ingénierie sociale et l'accompagnement opérationnel en se positionnant sur du qualitatif et des résultats.
- Cette étude a été réalisée sous la supervision de :



Michel GHETTI
Président

Tél. : 01 56 64 00 77
m.ghetti@groupe-fie.com



France Industrie & Emploi
20, bd Montmartre
75009 Paris
www.groupe-fie.com



Claude BODEAU
Associé en charge de la pratique
RH-Management
Membre du CODIR France

Tél. +33 (0)1 55 24 31 91
Mobile : +33 (0)6 07 25 41 98
claude.bodeau@kurtsalmon.com



159 avenue Charles de Gaulle
92521 Neuilly sur Seine
www.kurtsalmon.com

Préambule

F/I/E/

- Le **groupe France Industrie et Emploi** est un cabinet de **conseil multidisciplinaire spécialisé en :**
 - **ressources humaines et en management du changement** auprès de grands groupes industriels et de services,
 - **marketing des territoires et ré-industrialisation** auprès des collectivités territoriales.
- **Au sein du groupe, F/I/E/ Revitalisation est spécialisé dans la conduite des projets de revitalisation des bassins d'emplois,** pour 2 catégories de clientèle :
 - les entreprises : appui à la conception et à la mise en œuvre d'opérations de revitalisation,
 - les collectivités : élaboration des stratégies de développement économique et de marketing territorial.

Kurt Salmon

- Kurt Salmon est un cabinet de conseil en transformation des entreprises. La vocation des 1,400 consultants de Kurt Salmon est d'apporter aux dirigeants des entreprises le conseil et les idées originales qui ont un impact direct et concret sur la réussite de leurs projets et, en particulier, sur leurs projets de transformation.
- Nos consultants en ressources humaines et management mettent leur vaste expérience au service d'organisations publiques et privées qui souhaitent transformer leur culture et leurs organisations afin de renforcer leur attractivité auprès de leurs salariés et des nouvelles recrues. Nous les aidons à mettre en œuvre les programmes de changements tant sur le volet humain qu'organisationnel centrés sur les meilleures pratiques notamment l'impact du digital.

Sommaire

- **1.Contexte de l'étude 2013**
- **2.Méthodologie**
- **3.Créations d'emplois en France en 2013**
- **4.Destructions d'emplois en France en 2013**
- **5.Conclusions et perspectives**
- **6.Focus sur les emplois liés à la Recherche et Développement (R&D)**
- **7.Sommaire détaillé**
- **8.Remerciements et Contacts**
- 5 ▪ **9. Annexes**

1. Contexte de l'étude 2013

- L'étude s'inscrit dans une conjoncture marquée par une part importante de projets de **réduction d'effectifs dans les grands groupes**.
- Les **activités industrielles**, en dehors de quelques niches, continuent à perdre des emplois, alors que les activités de **services** constituent des gisements de croissance et de création d'emplois, notamment le commerce et la distribution.
- Une forte **hausse des liquidations judiciaires**, annoncées en 2012 et qui se sont réalisées en 2013.
- Une hausse significative des **emplois au sein de l'Education Nationale** centrée sur les zones urbaines (60.000 postes programmés à cinq ans dans le cadre de la Loi sur la Refondation de l'Ecole du 23 janvier 2013), mais qui ne compensent pas les pertes d'emplois dans le secteur marchand.
- Les **territoires les plus structurés** sont ceux qui résistent le mieux à la crise, grâce à un Ecosystème attractif, alliant : un fort taux de R&D, une main d'œuvre formée et disponible, un accès aux financements privés, et des infrastructures de communication de qualité.
- Une **fracture territoriale** qui se confirme, entre des territoires qui ont réussi leur mutation économique (Rhône-Alpes, Nord-Pas-de-Calais, Midi-Pyrénées, Alsace), d'autres en cours de rattrapage (Pays-de-la-Loire, Bretagne, Centre), et enfin une Ile-de-France qui concentre la majorité des créations et destructions d'emplois.

Sommaire

- **1. Contexte de l'étude 2013**
- **2. Méthodologie**
- **3. Créations d'emplois en France en 2013**
- **4. Destructions d'emplois en France en 2013**
- **5. Conclusions et perspectives**
- **6. Focus sur les emplois liés à la Recherche et Développement (R&D)**
- **7. Sommaire détaillé**
- **8. Remerciements et Contacts**
- **9. Annexes**

2. Méthodologie

- **En France, on dénombre 204 989 entreprises de plus de 10 salariés (source : Insee, 2014).**
- **La 5ème édition de l'étude « Créations et destructions d'emplois en France en 2013 », réalisée par l'Observatoire F/I/E/ - Kurt Salmon, porte spécifiquement sur les entreprises manufacturières et de services de plus de 10 salariés (hors petit commerce, franchise et spectacles) en France, soit 144 693 entreprises dont :**
 - **66 854 entreprises manufacturières**
 - **77 839 entreprises de services**

Source: Entreprises selon le nombre de salariés et l'activité en 2014, Insee

- **Sur cette base, l'Observatoire F/I/E/ - Kurt Salmon a recensé les mouvements de créations et de destructions d'emplois.**
- **Les destructions et créations d'emplois ont été caractérisées et analysées à partir des sources suivantes :**
 - Recensement de l'exhaustivité des Plans sociaux pour les entreprises de plus de 50 salariés
 - Etudes d'impacts sociales et territoriales liées aux PSE
 - Etudes d'employabilité des salariés liées aux opérations de reclassement
 - Monographies socio-économiques de territoires
 - Analyse de bases spécialisées : XERFI, SESSI, CRCI, pôles de compétitivité, DATAR, ADEME, CORPORAMA, Observatoire de l'Investissement, etc.
 - Etudes de marchés
 - Etudes et statistiques de syndicats et associations professionnelles : ANIA, AFRC, UIMM, UIC, ENR, etc.
 - Statistiques INSEE et Administrations Publiques
 - Pôle-Emploi (Etudes BMO)
 - Etudes sectorielles et territoriales : CCI, Maisons de l'Emploi, Agences de développement, etc.

La base de données constituée par F/I/E/ et Kurt Salmon est renseignée et actualisée de manière hebdomadaire depuis 6 ans.

Sommaire

- **1. Contexte de l'étude 2013**
- **2. Méthodologie**
- **3. Créations d'emplois en France en 2013**
- **4. Destructions d'emplois en France en 2013**
- **5. Conclusions et perspectives**
- **6. Focus sur les emplois liés à la Recherche et Développement (R&D)**
- **7. Sommaire détaillé**
- **8. Remerciements et Contacts**
- **9. Annexes**

3. Créations d'emplois en France en 2013

3.1 Tendances générales observées

	2011	2012	2013	Evolution 2012-2013
Nombre de projets	1.405	1.274	1.096	- 14%
Nombre de créations d'emplois	50.200	65.261	53.614	- 18%
<i>Nombre de création d'emplois dans les services</i>	<i>25.000</i>	<i>37.117</i>	<i>36.111</i>	- 3%
<i>Nombre de création d'emplois dans l'industrie</i>	<i>22.500</i>	<i>27.644</i>	<i>16.643</i>	-39.5%
<i>Nombre de création d'emplois dans la construction</i>	<i>2.700</i>	<i>500 - 1.000</i>	<i>537</i>	=
Nombre d'emplois créés par projets	35	51	48	-6.2 %

(Source : Observatoire F/I/E/ Kurt Salmon)

Le nombre de **projets créateurs** d'emplois diminue substantiellement depuis 2011.

Le nombre de **création d'emplois** chute également, quasiment dans les mêmes proportions.

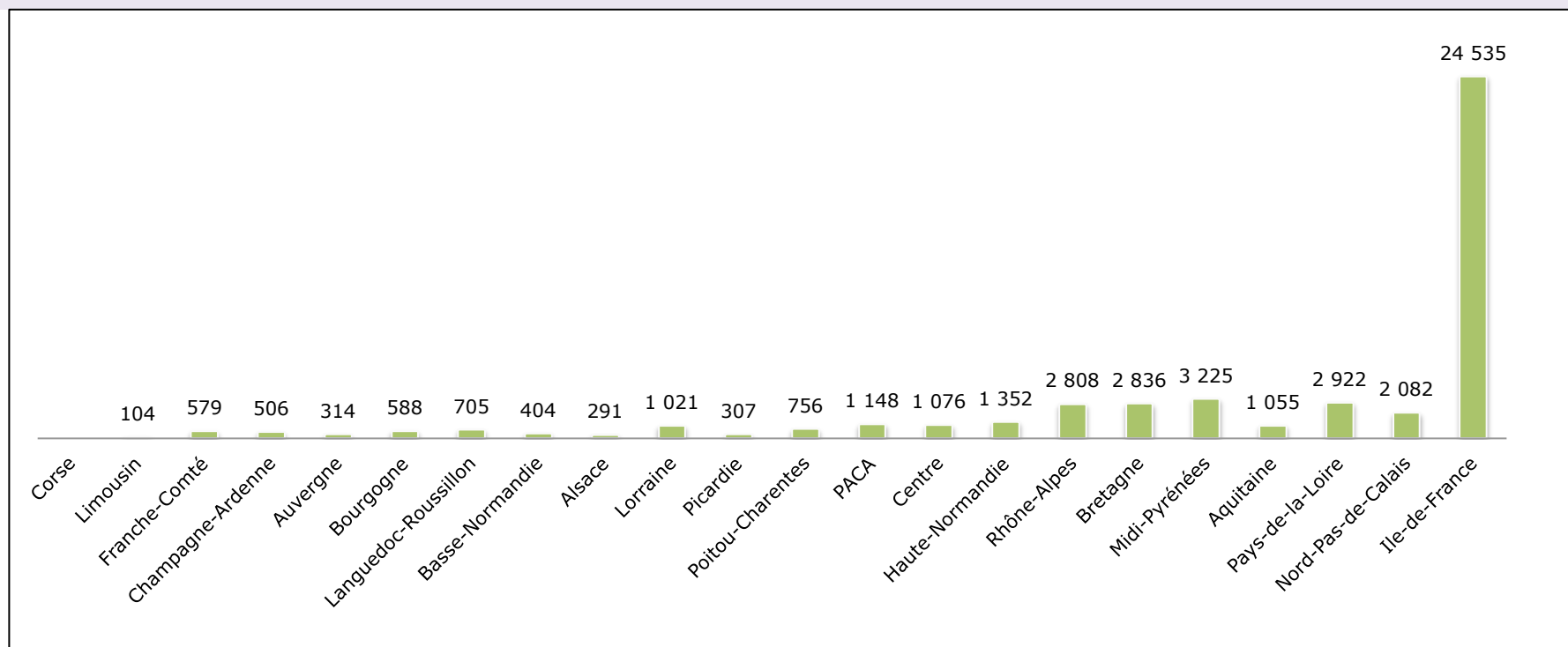
- Dans les **services** l'évolution est quasiment stable, puisque nous observons une baisse de -3% seulement.
- En revanche, le nombre d'emplois créés dans **l'industrie** chute très fortement (-39.5%). Cette situation alarmante rappelle le niveau des années 2008-2009.

Les créations d'emplois dans les **services** ne parviennent pas à compenser la chute des créations dans le secteur **industriel**. Cette évolution confirme que la France s'est « **installée** » dans la crise entre 2012 et 2013.

Le nombre moyen d'emplois créés par projet n'évolue guère. Il confirme, que ce sont les PME, notamment les **ETI**, qui créent le plus d'emplois.

3. Créations d'emplois en France en 2013

3.2 Les régions les plus créatrices d'emplois (1/4)



	TOP 5 des Régions les plus créatrices d'emplois en 2013	Valeur relative rapportée au total des créations d'emplois sur la France	Rappel 2012
1	Ile-de-France	45.7%	Ile-de-France
2	Midi-Pyrénées	6%	Pays-de-la-Loire
3	Pays-de-la-Loire	5.4%	Nord-Pas-de-Calais
4	Rhône-Alpes	5.3%	Basse-Normandie
5	Bretagne	5.2%	Picardie

3. Créations d'emplois en France en 2013

3.2 Les régions les plus créatrices d'emplois (2/4)

- L'**Ile-de-France** reste la région la plus créatrice d'emplois. Cette position est même renforcée, par rapport à l'année précédente (2012). Il convient néanmoins de pondérer cette surreprésentation de la région francilienne, en précisant, que de nombreuses entreprises ayant fait part de projets de développement créateurs d'emplois, ont leur siège social à Paris, et, ne sont pas en mesure systématiquement de préciser la localisation géographique de ces projets (Exemples : GDF Suez, EDF, Burger King...).
- Le classement le plus significatif concerne la Région **Midi-Pyrénées**, qui gagne six places. La raison principale est identique à celle de 2012 : c'est l'industrie aéronautique dans son ensemble, qui tire l'industrie régionale. Les commandes se traduisent par de fortes créations d'emplois futures, aussi bien parmi les assembleurs (AIRBUS, DASSAULT...), que les sous-traitants (SAFRAN, DAHER, FIGEAC...). Ce dynamisme de la filière aéronautique profite également à l'**Aquitaine**, région limitrophe bénéficiant d'un tissu de PME dynamiques (MESSIER DOWTY BUGATTI, BRIGANTINE...), dont le classement général n'évolue pas entre 2012 et 2013.
- La Région **Pays-de-la-Loire** fait également preuve d'un réel dynamisme, puisque le territoire ligérien passe de la troisième à la seconde place du classement. En 2012, le classement des Pays-de-la-Loire dans le TOP 5 résultait principalement des commandes des chantiers de l'Atlantique à St-Nazaire, provoquant un regain d'activité parmi les sous-traitants. En 2013, ce sont les activités liées à l'aéronautique et l'Education nationale, qui contribuent à cette seconde place.
- L'analyse comparée de Midi-Pyrénées et Pays-de-la-Loire montre que, pour la première année depuis la réalisation de notre étude (2009), deux régions bénéficient du développement de deux activités identiques : **l'aéronautique** et **l'Education Nationale**.

3. Créations d'emplois en France en 2013

3.2 Les régions les plus créatrices d'emplois (3/4)

- La **Région Rhône-Alpes** réintègre en 2013 le TOP 5 du classement, grâce notamment au projet de la société informatique SOPRA GROUP, implantée en Haute-Savoie, ainsi que des programmes de recrutements prévus par le Ministère de l'Education nationale (Académie de Grenoble (343) et de Lyon (419)). En revanche, **aucun projet industriel** innovant et d'envergure identifié, comparable à l'aéronautique dans le Sud-Ouest, la construction navale en Pays-de-la-Loire, ou la logistique dans le Nord et la Picardie. Le projet industriel le plus important est celui d'ALSTOM dans le **Rhône** (100). En revanche, la Région est fortement marquée par la réalisation de projets dans les services, souvent de tailles moyennes (10 à 60) : MAZARS, OVH, ICE, VIVA-SERVICES...).
- Enfin, le classement des régions **les moins créatrices** d'emploi n'évolue guère. Les territoires comme la Franche-Comté, le Languedoc-Roussillon, Champagne-Ardenne ou l'Auvergne ne parviennent pas, au niveau régional en tout cas, à créer une dynamique créatrice de richesses. Ce classement doit cependant être pondéré si l'on rapporte les créations d'emplois programmées, au total de la population active (cf tableau ci-après).

3. Créations d'emplois en France en 2013

3.2 Les régions les plus créatrices d'emplois (4/4)

► Proportion des créations d'emplois créés ou programmés rapportées à la population active par région en 2012

	Régions	Part des créations d'emplois rapportée à la population active de chaque région 2013	Rappel 2012
1	Ile-de-France	0,60	0,33
2	Midi-Pyrénées	0,48	0,47
3	Bretagne	0,4	0,44
4	Pays-de-la-Loire	0,32	1,08
5	Haute-Normandie	0,32	0,4
6	Nord-Pas-de-Calais	0,24	0,6
7	Franche-Comté	0,23	0,27
8	Lorraine	0,22	0,33
9	Poitou-Charentes	0,2	0,35
10	Centre	0,19	0,22
11	Champagne-Ardenne	0,17	0,31
12	Rhône-Alpes	0,17	0,21
13	Bourgogne	0,16	0,5
14	Aquitaine	0,14	0,41
15	Languedoc-Roussillon	0,14	0,24
16	Basse-Normandie	0,12	1,31
17	Auvergne	0,11	0,24
18	PACA	0,1	0,28
19	Picardie	0,08	1,02
20	Limousin	0,07	0,37
21	Alsace	0,06	0,29
22	Corse	0	0

- Le classement 2013 est quasiment comparable au classement précédent. Les Régions **Ile-de-France**, **Midi-Pyrénées** et **Pays-de-la-Loire** bénéficient du dynamisme de filières évoquées précédemment.
- Seules la **Picardie** et la **Basse-Normandie** voient leur place chuter en 2013 par rapport à 2012.
- La place de n°1 de la **Basse-Normandie** en 2012 résultait de l'annonce des projets industriels d'envergure dans la construction navale (DCNS) et l'énergie (ALSTOM), où le rôle de l'Etat est prépondérant, soit en tant qu'actionnaire, soit en tant que donneur d'ordre. La **Picardie** avait bénéficié de l'annonce de nombreux projets autour de l'équipement structurant que représente le Canal Seine-Nord.
- Cette évolution, assez significative, montre que la mutation, et le dynamisme, économique de plusieurs territoires sont encore très dépendants, d'une part de la **puissance publique** (Education Nationale notamment), d'autre part de quelques « **grands contrats** » **ponctuels**, certes structurants, mais insuffisants pour diversifier le tissu économique des territoires.

Source : Observatoire F/I/E/ Kurt Salmon

3. Créations d'emplois en France en 2013

3.3 Les départements les plus créateurs d'emplois (1/3)

▸ Les 10 départements les plus créateurs d'emplois en 2013

	Top 10 des Départements 2013	Projet le plus créateur d'emplois (secteur)	Nombre d'emplois créés ou programmés	RAPPEL : Top 10 des Départements 2012
1	Paris	GDF SUEZ (Energie)	16.288	Loire-Atlantique
2	Hauts-de-Seine	Deloitte (Conseil-Audit)	5.655	Paris
3	Haute-Garonne	Safran (Aéronautique)	2.476	Nord
4	Loire-Atlantique	Proservia (TIC)	2.097	OISE
5	Nord	IBM (Informatique)	1.839	Hauts-de-Seine
6	Haute-Savoie	SOPRA (TIC)	1.657	Manche
7	Ille-et-Vilaine	LE-DUFF (IAA) ^o	1.642	Ille-et-Vilaine
8	Finistère	AUSY (TIC)	820	Seine-Maritime
9	Eure	GMD (équipement auto)	697	Gironde
10	Seine-St-Denis	ID-LOG (logistique)	657	Haute-Garonne

Source : Observatoire F/I/E/ Kurt Salmon

3. Créations d'emplois en France en 2013

3.3 Les départements les plus créateurs d'emplois (2/3)

- Le classement 2013 des départements les plus créateurs d'emplois est comparable, sur la durée, à ceux des années antérieures.

En effet, **trois tendances** se dégagent, qui se confirment depuis 2009 :

- Les Départements les plus **riches** sont présents : Paris, Hauts-de-Seine, Haute-Garonne, Loire-Atlantique, Nord. Ils confirment le classement des régions, présenté ci-avant.
- Chaque année, quelques Départements, moins riches, intègrent le TOP 10. Il s'agit le plus souvent de territoires ayant bénéficié d'un projet d'envergure (Eure : reprise de l'équipementier GMD, Finistère : développement de la société de TIC AUSY...). Ces projets constituent des opportunités pour ces territoires, et peuvent potentiellement être à l'origine d'une **action de structuration de filières**. Exemples :
 - L'implantation de plusieurs entreprises de services destinées au troisième âge dans l'Orne (KORIAN...), s'inscrit dans la stratégie du Département de l'Orne, qui a retenu la filière « services à distance - télétravail » comme axe de développement prioritaire.
 - Le projet de relocalisation endogène du groupe verrier SGD dans la Vallée-de-la-Bresle.
- Deux des Départements français les plus riches **ne figurent pas** dans ce TOP 10 : **Rhône** et **Bouches-du-Rhône**. Une analyse détaillée montre que la moyenne des projets dépasse rarement les 100 postes, et sont souvent le fait de PME. Les projets de plus de 100 créations d'emplois étant le fait de l'Education Nationale, dont les programmes sont également mis en œuvre dans toutes les régions françaises.

3. Créations d'emplois en France en 2013

3.3 Les départements les plus créateurs d'emplois (3/3)

- En terme **d'activités**, nous notons une très forte présence d'entreprises informatiques et de TIC y compris dans des Départements encore marqués par un fort tissu industriel ou rural : Finistère, Haute-Savoie.... En revanche, les activités de **conseil** ou les **sièges sociaux**, sont toujours concentrés en Ile-de-France, ou dans les capitales régionales (SAFRAN à Toulouse, IBM Nord...).
- Ces tendances ont un impact en matière de **marketing des territoires**. En effet, ces réussites sont souvent rendues possible qu'à la condition de travailler en amont sur la **constitution d'une offre territoriale attractive**, prioritairement en termes : **d'infrastructures de communication, d'offre immobilière et de disponibilité de main d'œuvre**.
- Enfin, la présence de la **Seine-St-Denis** doit être notée, car elle est emblématique d'une réindustrialisation et d'une mutation réussies. A titre d'exemple, le prestataire logistique ID LOG a décidé de s'implanter sur une partie du site PSA d'Aulnay-sous-Bois, alors même que le site était encore en activité. Plusieurs projets immobiliers tertiaires, bénéficiant également d'incitations fiscales et sociales, (SCT, SNCF...).

3. Créations d'emplois en France en 2013

3.4 Taille des projets créateurs d'emplois

► **Taille des projets de création d'emplois** (Source : Observatoire F/I/E/ Kurt Salmon)

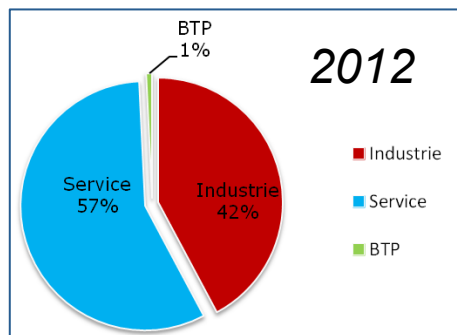
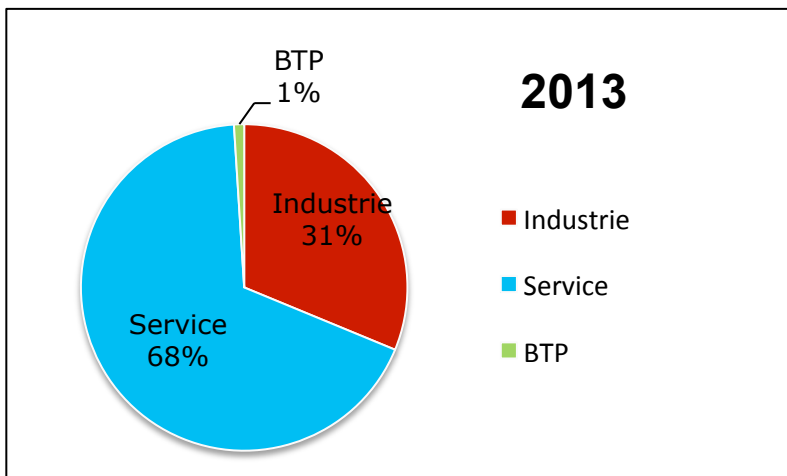
	TAILLE DES PROJETS	NOMBRE DE PROJETS 2013	REPARTITION EN % 2013	REPARTITION EN % 2012
1	- 9 emplois et NC	480	43,7%	25 %
2	10 à 19	201	18,3%	27%
3	20 à 49	213	19,4%	28%
4	50 à 99	101	9,3%	10 %
5	100 à 199	54	4,9%	5 %
6	200 à 499	28	2,6%	3%
7	+ 500	19	1,8%	2%
	TOTAL	1.096	100 %	100 %

- D'une manière générale, la répartition des projets par taille est semblable à 2012, pour les projets de **plus de 50 emplois**.
- En revanche, la **répartition** évolue pour les projets de petites et moyennes tailles. Ceci confirme le ralentissement du nombre de projets, qui se traduit par des projets de **taille plus modeste** en terme de création d'emplois.
- Une analyse plus fine montre que si les projets de **l'Education Nationale** sont retirés des calculs, la part des petits projets est encore plus prononcée. En terme de développement économique et dynamique des territoire, cette évolution confirme que l'accompagnement, et l'existence d'infrastructures de communication et de locaux d'activités, dédiée aux PME-PMI constitue une priorité pour les décideurs publics locaux. Les **projets d'envergure** sont quant à eux plus rares, de plus en plus géographiquement mobiles, avec des *process* décisionnels très autonomes et confidentiels.

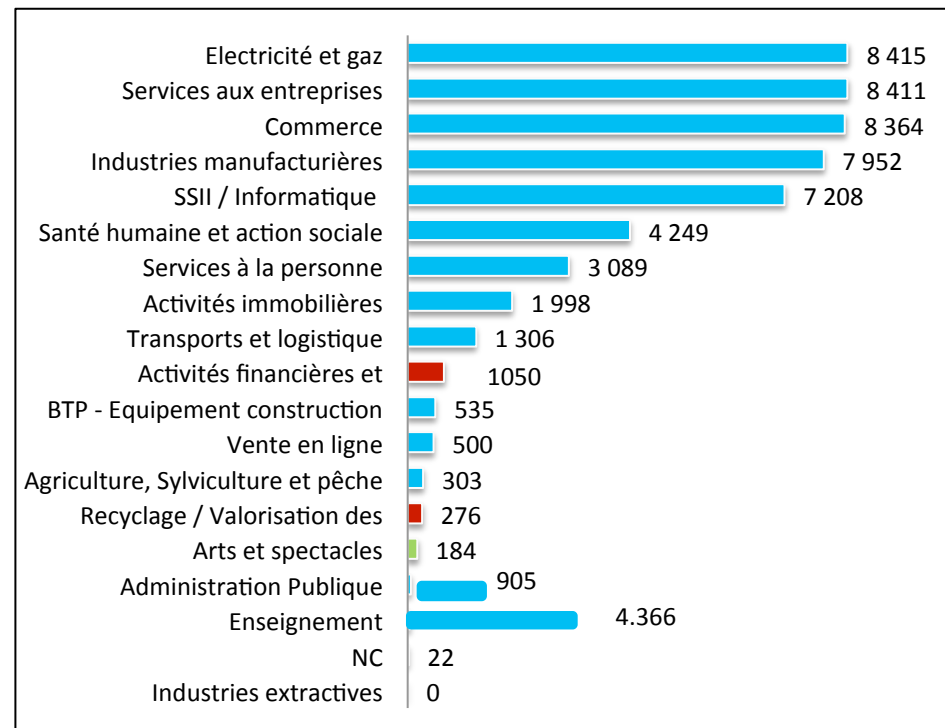
3. Créations d'emplois en France en 2013

3.5 Les secteurs d'activités créateurs d'emplois (1/2)

► Répartition des emplois créés ou programmés par secteur d'activité (Source : Observatoire F/I/E/ Kurt Salmon)



► Répartition des emplois créés ou programmés par les principaux secteurs d'activité détaillé (Source : Observatoire F/I/E/ Kurt Salmon)



3. Créations d'emplois en France en 2013

3.5 Les secteurs d'activités créateurs d'emplois (2/2)

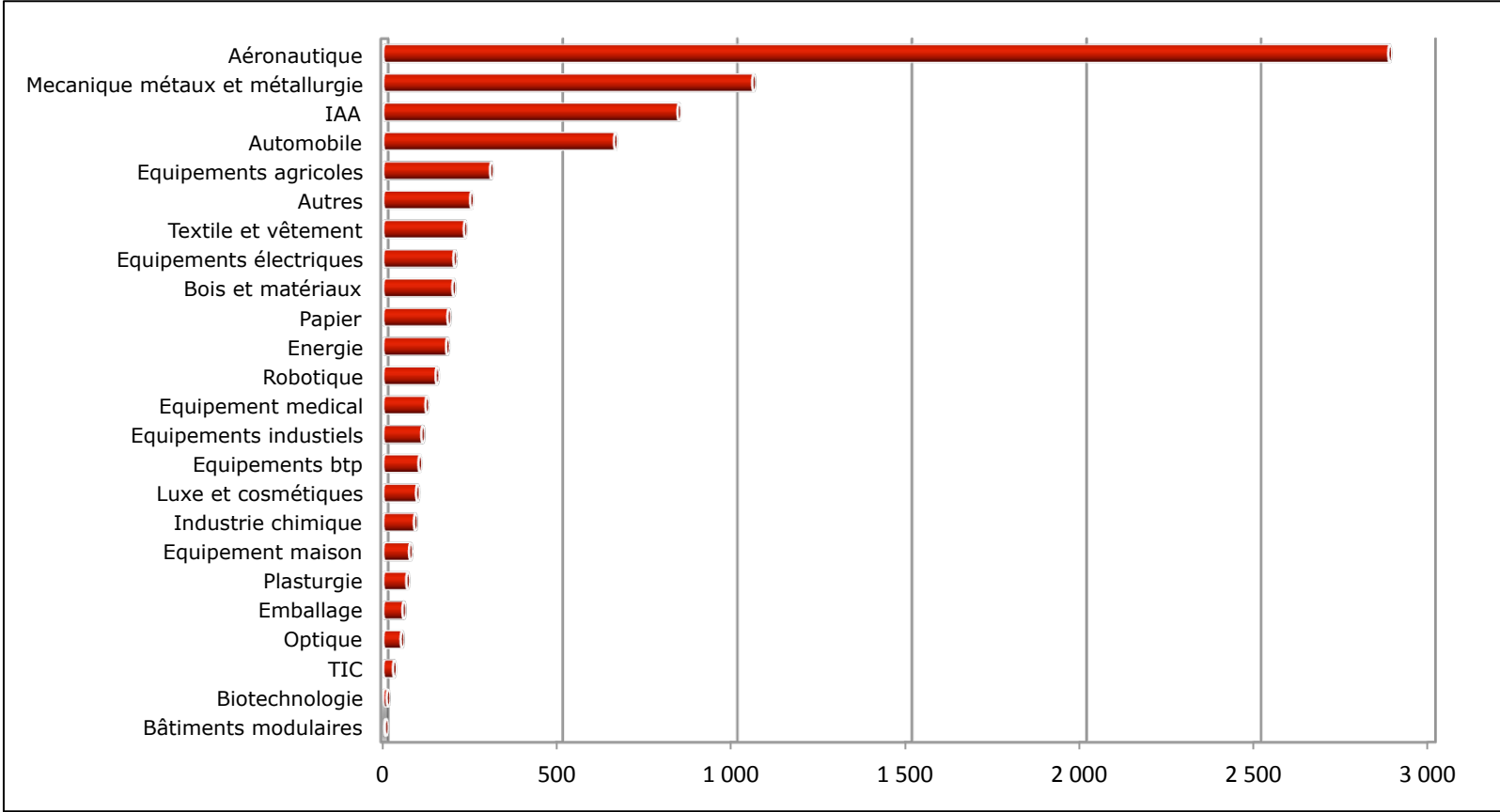
- La répartition des projets par secteur d'activité confirme la forte perte **diminution des emplois industriels** en 2013. En 2012, la part des **emplois industriels** était de 11 points supérieurs (42% contre 31%) et celle des services 11 points inférieurs. Cette tendance est confirmée depuis 2010, mais beaucoup plus prononcée entre 2012 et 2013.
- Mécaniquement, ce sont les emplois dans les services qui augmentent le plus. Néanmoins, si nous retranchons les emplois programmés par la puissance publique pour 2013 (**Education Nationale** principalement), et ne retenons que la part des emplois de services marchands, le **déséquilibre** entre emplois industriels et emplois de services est moindre.
- Par rapport à 2012, la part des emplois dans l'industrie manufacturière chute de 11 points. En revanche, les emplois dans le tertiaire, notamment le commerce et la distribution augmentent fortement. L'ouverture de nombreuses enseignes et de *Mall* ou centres commerciaux, explique notamment la part élevée des projets dans le **commerce**, majoritairement en Ile-de-France (*So-Ouest* dans les Hauts-de-Seine, *Le-Millénaire*, Centre commercial *Beaugrenelle* à Paris XV°...). Ces projets sont structurants pour les territoires, et se traduisent également par la création **d'emplois indirects** (entretien, sécurité, gardiennage, formation, transports...). Il est à ce titre important de noter, que les grands projets commerciaux, bien que répondant à des **critères d'implantation** partiellement différents des projets industriels ou de services (notamment R&D, accès aux financements...), sont confrontés à des problématiques parfois similaires comme la formation du personnel, la sécurité et les infrastructures de communication. Ces problématiques doivent désormais être intégrées dans la **structuration des offres territoriales attractives**.
- Enfin, la part des projets dans les grands groupes de conseils en TIC, management... augmente substantiellement depuis 2011 et 2012, notamment dans les grandes métropoles de province : Toulouse, Nantes et Lille par exemple. En revanche, il convient de distinguer les activités de commerce de détail ou « **B to C** » du **commerce de gros**, davantage positionné sur le « **B to B** » et très dépendant des commandes de l'industrie.

3. Créations d'emplois en France en 2013

3.6 Les secteurs d'activités créateurs d'emplois

Focus sur les industries manufacturières (1/2)

► Répartition des emplois créés ou programmés dans les principales activités de l'industrie manufacturière
 (Source : Observatoire F/I/E/ Kurt Salmon)



3. Créations d'emplois en France en 2013

3.6 Les secteurs d'activités créateurs d'emplois

Focus sur les industries manufacturières (2/2)

- Par rapport à l'année 2012, il est important de noter une évolution significative et « **croisée** » entre **l'aéronautique** et la **construction navale**. En effet, en 2012 la **construction navale** atteignait le premier rang, en raison des commandes d'envergure pour le compte des ensembleurs et sous-traitants à St-Nazaire. En 2013, ce sont les commandes dont bénéficient les groupes de **l'aéronautique** qui permettent à la filière d'atteindre le premier rang. Les annonces de **commandes** de cette envergure (+500 emplois) sont cycliques, et se réalisent sur plusieurs exercices. A ce titre, l'impact sur les créations d'emplois parmi les sous-traitants est mesurable environ dix huit mois après l'annonce des commandes.
- Il est important de noter que ces sous-traitants sont issus aussi bien **d'activités de services (cf paragraphe 3.5), qu'industrielles**. Ainsi, en dépit d'une importante destruction d'emplois industriels depuis plusieurs années, les **entreprises de sous-traitance** travaillant pour le compte de donneurs d'ordres positionnés sur des niches innovantes et en développement, font part de projets de développement qui se traduisent par de la création d'emplois. Cette tendance explique la seconde place de l'activité **mécanique-métaux-métallurgie**, qui pourtant est l'une des filières qui perd le plus d'emplois depuis 2008-210.
- En terme **d'aménagement du territoire**, nous pouvons noter, que les territoires les mieux **structurés**, ou en cours de structuration, qui bénéficient **d'actions volontaristes** de la part des acteurs locaux (publics et privés) en matière de formation, R&D, export, diversification... sont ceux qui pourront tirer partie des commandes des grands donneurs d'ordre : Aerospace Valley à Toulouse, Pôle EMC2 Grands-Ensembles en Pays-de-la-Loire, Vallée de l'Arve... Ces actions structurantes sont prioritaires pour les régions dont les mutations économiques et industrielles sont en cours : Lorraine, Champagne-Ardenne, Picardie, Languedoc-Roussillon...
- En terme de **prospective**, il est important de préciser, que les sous-traitants **positionnés sur plusieurs activités** restent les plus performants. Ainsi, sur les 30 premiers sous-traitants français (source : *Usine Nouvelle* 2013 et Veille F/I/E/), seuls 20% sont spécialisés sur un seul secteur (automobile majoritairement). Les entreprises positionnées sur l'aéronautique, les transports et de plus en plus les énergies et l'environnement, sont celles qui bénéficient des meilleurs potentialités de développement : PLASTIC-OMNIUM, LISI, AUBERT-DUVAL, CLEMESSY...
- Enfin, le mouvement de **relocalisation d'activités**, depuis les pays à bas coût, bien qu'étant fortement soutenu par les actions publiques, ne constitue pas une tendance lourde. Elles ne représentent que 1,5% des créations d'emplois (le site de veille TRENDEO mentionne 1%).

3. Créations d'emplois en France en 2013

3.7 Les projets créateurs d'emplois par type d'opération

► **Répartition des projets créateurs d'emplois par type d'opération en %**

Source : Observatoire F/I/E/ Kurt Salmon

	Création de site 2013	Création de site 2012	Extension de site 2013	Extension de site 2012
EMPLOIS	14,5%	42%	85,5%	58%
PROJETS	33%	44%	67%	56%

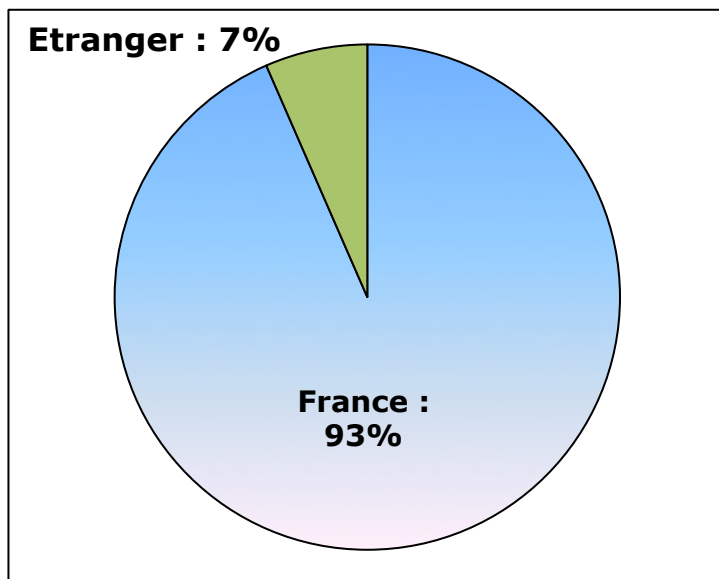
- La part des projets de **créations de site a chuté** de 11 points entre 2012 et 2013. En terme de création d'emplois, l'évolution est encore plus négative (-27,5 points) ; elle confirme à nouveau que la France est **installée** dans la crise. C'est naturellement dans les **activités tertiaires**, plus spécifiquement de commerce, que la part des créations est la plus forte.
- Les **extensions** sur site (développement endogène) sont en revanche beaucoup plus nombreuses. Dans une période de crise, les projets endogènes, y compris ceux n'ayant qu'un objectif de maintien de l'emploi, doivent bénéficier d'un **accompagnement des pouvoirs publics** (Exemples : modernisation des capacités de production du flaconneur *SGD* dans la Somme, réorganisation de l'outil de production de *Carbone-Savoie* en France, *LATELEC* en Midi-Pyrénées...).
- Plus généralement, **l'attractivité d'un territoire**, au niveau national comme au niveau régional, dépend à terme, de la capacité à attirer de nouveaux investisseurs exogènes, notamment dans les grandes agglomérations (concept de *Ville-Monde*) et les régions les plus riches : Grand-Paris, Lyon, Lille, Toulouse, Marseille-Aix.... Ceci confirme l'importance de l'implication des décideurs publics locaux pour **favoriser l'accompagnement et la réalisation de ces projets**, notamment la capacité à proposer une offre immobilière attractive disponible, des infrastructures de communication, une offre de formation et de R&D complète.

3. Créations d'emplois en France en 2013

3.8 Projets créateurs d'emplois selon l'origine des entreprises

► **Répartition des projets créateurs d'emplois en France en 2013 selon l'origine des entreprises**

Source : Observatoire F/I/E/ Kurt Salmon



	PAYS	NOMBRE D'EMPLOIS CREEES EN 2013
1	USA	42%
2	Allemagne	27%
3	Thaïlande	12%
4	Belgique	7%
5	Italie	6%
6	Japon	3%
7	Autres pays	3%
TOTAL	1.190	100%

- Comme en 2012, la part des emplois créés par des **entreprises européennes** atteint presque 40%. La part des emplois issus des entreprises nippones n'évolue guère non plus (3%).
- En revanche, avec 500 emplois programmés, les **USA** arrivent en tête des IDE 2013 (source F/I/E/ et Kurt-Salmon). C'est le projet logistique AMAZON dans le Nord, qui explique ce premier rang. La seconde place de **l'Allemagne** est conforme à la tendance lourde voire « historique », puisque la RFA reste le premier partenaire commercial de la France. En terme de prospective, il sera important de voir en 2015, si les projets du gouvernement allemand de mettre en place un salaire minimum se traduiront, notamment dans l'industrie, par un équilibre du coût du travail entre les deux pays. De nombreuses entreprises allemandes profitant d'une main d'œuvre à moindre coût en Allemagne, avaient envisagé de réduire leurs investissements en France.
- L'entrée de la **Thaïlande** dans notre classement s'explique par le projet du papetier *Double A* en Normandie (150 emplois). L'entrée des pays émergents (BRIC, PECO, Emirats...) est de plus en plus fréquente, notamment dans le cadre de prises de participations dans des grands groupes ou ETI européennes.

3. Créations d'emplois

3.9 Synthèse (1/2)

- A l'exception de la croissance des emplois dans le **commerce et la distribution**, les grandes tendances en matière de **filières** n'évoluent guères :
 - La distinction **industrie/services** est confirmée. Les activités de services aux entreprises et aux particuliers créent davantage d'emplois, que dans l'industrie. Seul le développement, ou la ralentissement, de quelques niches évoluent d'une année sur l'autre (Exemples : Eco-activités, Aéronautiques, IAA...).
 - Les **liquidations judiciaires** concernent davantage les entreprises industrielles, quelle que soit leur taille.
- En 2013, la part des **emplois publics a été relativement** élevée, en raison de la mise en œuvre des projets de recrutement dans l'Education Nationale. Néanmoins, ces projets sont réalisés très majoritairement dans les agglomérations sièges des rectorats. Ces projets risquent de ne pas bénéficier aux territoires en mutations, situés à l'écart des pôles de développement les plus dynamiques, en majorité urbains.
- En terme de **développement et d'attractivité des territoires**, les écarts de développement sont confirmés, avec un Quart Nord-Est dont les mutations économiques ne sont pas encore achevées (à l'exception de quelques bassins d'emploi dynamiques comme en Alsace), une Ile-de-France qui reste le poumon économique de la France, et des territoires **structurés** autour de **quelques filières d'excellence** (Nord-Pas-de-Calais > Logistique VPC-TIC, Midi-Pyrénées > Aéronautique, Rhône-Alpes > Services...). Naturellement, ce sont les commandes et les projets impulsés par les grands donneurs d'ordre, ou le tissu d'ETI, qui contribuent à la structuration des filières. En tout état de cause, le maintien et le renforcement de l'attractivité de ces territoires de mieux en mieux structurés nécessitent une implication pérenne des pouvoirs publics (Etat et collectivités territoriales), notamment dans **trois domaines** :

3. Créations d'emplois

3.9 Synthèse (2/2)

- En Région, **plusieurs initiatives** sont mises en œuvre par les employeurs et le service public de l'emploi, pour favoriser la création, le maintien de l'emploi, ainsi que la formation: groupements d'employeurs, clubs d'entreprises, coordination des actions de Pôle Emploi avec les Maisons de l'Emploi (MDE), GPEC territoriales. Outre le maintien de l'emploi, ces initiatives ont également pour vocation à anticiper une reprise de l'activité, qui nécessitera une main d'œuvre disponible et formée.
- Enfin, en terme de **prospective**, nous pourrons évaluer en 2014 l'impact des dispositifs d'aides à la création d'emplois et au développement économique, comme :
 - Les mesures spécifiques en matière de recrutement et de formation, notamment les Contrats Aidés et **contrats de génération**, non pris en compte dans notre étude.
 - **Le Pacte de Compétitivité**, structuré autour de 8 Leviers, dont un dédié à l'Attractivité de la France, un au développement des PME-ETI.
- En revanche, les **réformes territoriales envisagées par le gouvernement**, auront naturellement un impact, notamment dans le pilotage des actions de développement économique, particulièrement la coordination entre les différents niveaux de collectivités (Région, Départements, Intercommunalités et municipalité) et la capacité financière.

Sommaire

- **1. Contexte de l'étude 2013**
- **2. Méthodologie**
- **3. Créations d'emplois en France en 2013**
- **4. Destructions d'emplois en France en 2013**
- **5. Conclusions et perspectives**
- **6. Focus sur les emplois dans la Recherche et Développement (R&D)**
- **7. Sommaire détaillé**
- **8. Remerciements et Contacts**
- **9. Annexes**

4. Destructions d'emplois en France en 2013

4.1 Tendances générales observées

	2011	2012	2013	Evolution 2012 - 2013
Nombre de projets destructeurs d'emplois	844	1,482	1,290	-13%
Nombre de destruction d'emplois	34,464	99,689	68,458	- 31%
<i>Nombre de destruction d'emplois dans les services</i>	<i>10,677</i>	<i>48,831</i>	<i>31,398</i>	<i>-35,8%</i>
<i>Nombre de destructions d'emplois dans l'industrie</i>	<i>21,025</i>	<i>48,741</i>	<i>32,384</i>	<i>-33,6%</i>
<i>Nombre de destructions d'emplois dans la construction</i>	<i>2,633</i>	<i>2,117</i>	<i>4,676</i>	<i>+121%</i>
Taille moyenne des projets destructeurs d'emplois	40	67	53	-21%

(Source : Observatoire F/I/E/ Kurt Salmon)

- Après une très forte dégradation des pertes d'emplois entre 2011 et 2012, le nombre de projets et de destructions d'emplois s'est ralenti entre 2012 et 2013. Sur la **durée**, entre 2011 et 2013, la situation générale est négative. Cette tendance lourde confirme les analyses présentés ci-avant dans le chapitre consacré aux *Créations d'Emplois* : **la France est durablement installée dans la crise.**
- Dès le second trimestre de l'année 2013, les **défaillances d'entreprises** (base redressement judiciaire), ont quasiment atteint le pic de 2009. La différence, pour être optimiste, est qu'en 2009 les entreprises, notamment les ETI ne bénéficiaient pas de carnets de commandes étoffés. En revanche, en 2013 les PME bénéficient des commandes de grands donneurs d'ordre, notamment dans la construction navale, l'aéronautique.
- Un nouveau **cycle de restructurations** au sein de grands groupes ou ETI (PSA, DOUX, GAD, MORV...), ou de filières (Agro alimentaire dans le Grand Ouest, Sites des Armées...) s'est amorcé à partir de la fin de l'année 2012 et début du premier trimestre de l'année 2013. Cette spirale s'est traduite par la destruction d'emplois, avant tout dans l'industrie (+70% des emplois détruits en 2013).

4. Destructions d'emplois en France en 2013

4.2 Les régions les plus destructrices d'emplois (1/2)

► Répartition du nombre d'emplois supprimés par région en 2013

	REGIONS	PROJETS DESTRUCTEURS D'EMPLOIS
1	Ile de France	149
2	Pays de la Loire	123
3	Nord Pas de Calais	90
4	Rhône Alpes	89
5	Bretagne	86
6	Centre	80
7	Aquitaine	79
8	Midi - Pyrénées	68
9	Lorraine	59
10	Champagne - Ardennes	57
11	Poitou - Charentes	48
12	Basse - Normandie	46
13	PACA	44
14	Picardie	42
15	Haute Normandie	38
16	Projets sur plusieurs régions	35
17	Alsace	33
18	Languedoc - Roussillon	32
19	Auvergne	26
20	Franche - Comte	21
21	Limousin	10
22	Corse	1
23	Bourgogne	34

	REGIONS	EMPLOIS DETRUIITS	RANG 2012
1	Projets sur plusieurs régions	10 901	NC
2	Ile de France	9 141	1
3	Bretagne	5 324	3
4	Pays de la Loire	4 026	5
5	Nord Pas de Calais	3 841	6
6	Centre	3 839	15
7	Lorraine	3 459	4
8	Rhône Alpes	3 183	2
9	Haute Normandie	2 996	11
10	Picardie	2 890	17
11	Champagne Ardennes	2 704	7
12	Aquitaine	2 453	8
13	Midi Pyrénées	2 389	10
14	Franche Comté	1 794	13
15	Alsace	1 686	9
16	Basse Normandie	1 532	16
17	Languedoc Roussillon	1 502	19
18	Poitou Charentes	1 421	14
19	PACA	1 256	12
20	Bourgogne	1 002	20
21	Auvergne	659	18
22	Limousin	318	21
23	Corse	142	22

(Source : Observatoire F/I/E/ Kurt Salmon)

4. Destructions d'emplois en France en 2012

4.2 Les régions les plus destructrices d'emplois (2/2)

- **Deux tendances** se dégagent entre 2012 et 2013 :
 - Le **classement** des cinq premières et cinq dernières régions n'évolue guère sur la durée. Ce classement confirme la tendance indiquée en introduction de l'étude.
 - La place de n°1 des **projets répartis dans plusieurs régions**. Les projets destructeurs d'emplois dans plusieurs régions sont souvent le fait, soit de **liquidations judiciaires** (MORY, GAD, soit de restructurations de grands groupes bénéficiant d'un maillage territorial important, le plus souvent dans les **services** (Banque, Assurance, Immobilier...).
- La Région qui subit la plus forte hausse est la Région **Centre**, qui passe de la 15° à la 6° place en un an. Deux explications principales, et emblématiques, peuvent être avancées :
 - Les pertes d'emplois dans la **sous-traitance industrielle**, structurellement forte dans la Région, qu'il s'agisse de PME en **liquidation**, ou de grands groupes **équipementiers** (MICHELIN, HUTCHINSON, HOWA...).
 - Plusieurs restructurations de **sites administratifs** (base aérienne de Châteaudun, hôpitaux...)
- Inversement, **Rhône-Alpes**, grâce à son dynamisme et la forte **tertiarisation** de son économie, principalement autour de la métropole lyonnais, passe de la 2nde à la 8^{eme} place.
- Parmi les **régions les moins impactées par la crise**, il est important de mentionner l'**Alsace**, structurellement l'une des plus riche, qui entre 2008 et 2012 a fortement subit les conséquences des restructurations des Armées et les projets de fermetures d'entreprises industrielles, notamment à capitaux allemands, qui relocalisent une partie de leur outil de production, soit en Allemagne, soit dans les pays à moindre coût (Asie et Europe de l'Est). Or, le classement 2013 montre que l'Alsace passe de la 9° à la 15° place. Une analyse détaillée montre, que l'économie alsacienne est structurellement compétitive et dynamique, aussi bien dans l'industrie de pointe, que les services (institutions européennes à Strasbourg, tourisme d'affaire, oenotourisme...), ce qui lui permet de maintenir un haut niveau de développement.

4. Destructions d'emplois en France en 2013

4.3 Comparaisons par région par rapport à la population active (1/2)

► Proportion du nombre d'emplois supprimés ou programmés par rapport à la population active

	REGIONS	EMPLOIS DETRUITS	PART DANS LA POP° ACTIVE 2013	% 2012	EVOLUTION SUR UN AN
1	Ile de France	9 141	0,15%	1,12%	-
2	Bretagne	5 324	0,36%	0,74%	-
3	Pays de la Loire	4 026	0,24%	0,52%	-
4	Nord Pas de Calais	3 841	0,21%	0,42%	-
5	Centre	3 839	0,32%	0,28%	+
6	Lorraine	3 459	0,31%	1,07%	-
7	Rhône Alpes	3 183	0,10%	0,34%	-
8	Haute Normandie	2 996	0,35%	0,57%	-
9	Picardie	2 890	0,32%	0,37%	-
10	Champagne Ardennes	2 704	0,43%	1,11%	-
11	Aquitaine	2 453	0,16%	0,43%	-
12	Midi Pyrénées	2 389	0,17%	0,39%	-
13	Franche Comté	1 794	0,32%	0,9%	-
14	Alsace	1 686	0,18%	0,64%	-
15	Basse Normandie	1 532	0,23%	0,44%	-
16	Languedoc Roussillon	1 502	0,13%	0,24%	-
17	Poitou Charentes	1 421	0,17%	0,58%	-
18	PACA	1 256	0,05%	0,21%	-
19	Bourgogne	1 002	0,13%	0,31%	-
20	Auvergne	659	0,1%	0,43%	-
21	Limousin	318	0,09%	0,28%	-
22	Corse	142	0,1%	0,08%	+

Moyenne France :

2013 : 0,23%
2012 : 0,52%

Source :
Observatoire F/I/E/ Kurt Salmon

4. Destructurations d'emplois en France en 2013

4.3 Comparaisons par région par rapport à la population active (2/2)

- L'analyse détaillée de ce classement montre que les **5 régions** (hors Ile-de-France) les plus touchées sont :
 - Champagne-Ardenne (2012 : Champagne-Ardenne)
 - Bretagne (Lorraine)
 - Haute-Normandie (Franche-Comté)
 - Picardie (Bretagne)
 - Franche-Comté (Alsace)
- Les classements 2012 et 2013 confirment que les territoires les plus industriels perdent le plus d'emplois. Pour la **Champagne-Ardenne**, la part importante de PME sous-traitantes explique ce classement. En **Picardie**, c'est la fermeture du site GOODYEAR (+1.200 salariés) dans la Somme, qui explique la quatrième place de la région, projet sans lequel la Région ne serait située que dans la seconde partie de ce classement. Il est également important de mentionner la part élevée des entreprises en **liquidation judiciaire**, qui se traduisent par des disparitions d'entreprises. Plus largement, c'est le **Grand-Est français**, qui subit le plus de pertes d'emplois, et dont les mutations vers des activités innovantes sont encore insuffisantes, comparés au Nord-Pas-de-Calais, Midi-Pyrénées ou Pays-de-la-Loire.
- La part des destructions d'emplois en Région **Haute-Normandie**, rapportée à la population active, confirme la poursuite de la désindustrialisation du territoire. Aux filières d'excellence traditionnelles comme la sous-traitance industrielle (FAST INDUSTRIES, AUTONEUM, HERTEL...), s'ajoutent d'une part des activités de services pourtant en développement comme le transport et la logistique (LTDI, ALCA, KALLY...), d'autre part des liquidations judiciaires (HUIS CLOS (840 personnes)).
- Enfin, les restructurations et liquidation de plusieurs groupes dans l'**agro-alimentaire** (DOUX, TILLY, GAD....) expliquent les fortes destructions d'emplois en Bretagne.

4. Destructions d'emplois en France en 2013

4.4 Les départements les plus destructeurs d'emplois (1/3)

▸ Les 10 départements les plus touchés par les destructions d'emplois

	Top 10 des Départements 2013	Nombre d'emplois supprimés	Top 10 des Départements 2012
1	Paris	3,496	Paris
2	Seine-Maritime	2,852	Bas Rhin
3	Finistère	2,727	Yvelines
4	Hauts-de-Seine	2,072	Ille-et-Vilaine
5	Nord	2,070	Nord
6	Pas-de-Calais	1,771	Gironde
7	Seine-St-Denis	1,581	Hauts-de-Seine
8	Somme	1,516	Seine-Maritime
9	Moselle	1,335	Loire-Atlantique
10	Indre-et-Loire	1,332	Maine-et-Loire

(Source : Observatoire F/I/E/ Kurt Salmon)

4. Destructions d'emplois en France en 2013

4.4 Les départements les plus destructeurs d'emplois (2/3)

- L'évolution par rapport à 2012 est importante, puisque **6 Départements** nouveaux intègrent le classement : **Finistère, Pas-de-Calais, Seine-St-Denis, Somme, Moselle et Indre-et-Loire**.
- Le **Finistère** est le plus touché, suite aux restructurations dans l'Agro-alimentaire : GAD, MARINE HARVEST..
- Le **Pas-de-Calais** est fortement impacté par le projet de fermeture de la Française de Mécanique (830 emplois).
- L'**Indre-et-Loire**, comme le Pas-de-Calais subit la perte d'emplois liés à la sous-traitance automobile (MICHELIN 730 emplois).
- En **Seine-Maritime**, ce sont les projets de restructuration de PETROPOLUS et HUIS-CLOS (équipement pour l'habitat), deux entreprises industrielles, qui expliquent à nouveau la présence du Département dans notre classement.
- La **Moselle** subit d'importantes restructurations dans l'industrie : pétrochimie (TOTAL à Carling), transformation Bois (DEPALOR), mais également les services : LA-POSTE, AUGIAS (nettoyage), ce qui pénalise fortement un territoire dont la mutation économique n'est pas achevée, et connaît de réelles difficultés pour accueillir des activités innovantes.
- La **Seine-St-Denis** est également touchée par les restructurations. Alors même que de nombreux programmes de rénovations urbaines permettent d'accueillir de nombreux programmes immobilier tertiaires, le Département, qui jusqu'à présent subissait surtout des pertes d'emplois dans l'industrie, subit également des restructurations dans les activités tertiaires de grands groupes et ETI (MUTUALITE SA, T-SYSTEMS, STS GROUP...). Cette évolution montre l'importance pour les Départements, d'une part, d'autre part de favoriser l'accueil de projets de PME-PMI davantage créatrices d'emplois, en sus de quelques grands projets emblématiques, qui structurent le tissu économique des territoires.

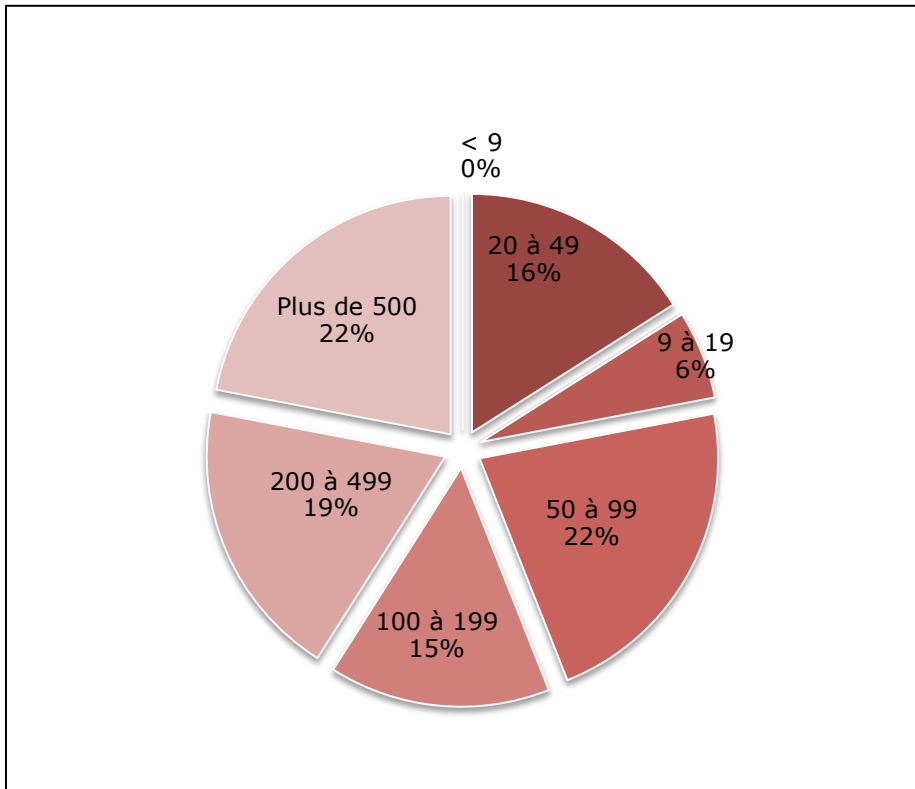
4. Destructurations d'emplois en France en 2013

4.4 Les départements les plus destructeurs d'emplois (3/3)

- Les pertes d'emplois de services sont également élevées dans les **Hauts-de-Seine**, mais ce département compense par l'accueil et le développement de nombreux projets, principalement sur le bassin de La-Défense et des communes limitrophes, très attractifs pour ce type de projets.
- Enfin, le **Bas-Rhin** disparaît du classement, confirmant la place de la Région Alsace citée précédemment. Après avoir subi de fortes pertes d'emplois, à la fois dans l'industrie et l'administration d'Etat (Armées et fin de la RGPP), le Bas-Rhin bénéficie d'un certain ralentissement des destructions d'emplois. Qui sur La RGPP qui perdure, proposition d'enlever fin RGPP et mentionner seulement Armées et RGPP). Néanmoins, le département voisin du **Haut-Rhin** subit d'importantes restructurations au sein de son tissu de PME industrielles, qui, s'il devait se confirmer pourrait intégrer ce « top 10 » en 2014.

4. Destructions d'emplois en France en 2013

4.5 Taille des projets destructeurs d'emplois (1/2)



	2013	2012
- 9 et NC	0%	32%
9 à 19	6%	18%
20 à 49	16%	24%
50 à 99	22%	13%
100 à 199	15%	7%
200 à 499	19%	4%
+ 500	22%	2%
	100%	100%

(Source : Observatoire F/I/E/ Kurt Salmon)

4. Destructions d'emplois en France en 2013

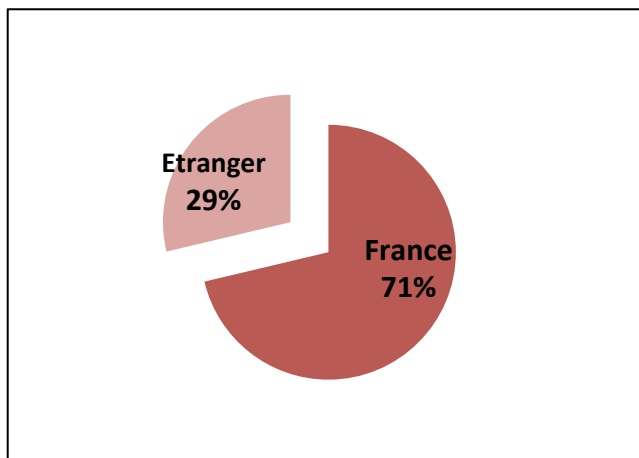
4.5 Taille des projets destructeurs d'emplois (2/2)

- Par rapport à 2012, le pourcentage le plus emblématique concerne **la part élevée des projets de destructions d'emplois de 22%**, alors qu'en 2012 elle atteignait seulement 2%. 2013 a en effet été marquée par l'annonce de très grandes restructurations et liquidations judiciaires :
- **MORY-DUCROS (transports), EADS, PSA (automobile), ALCATEL-LUCENT (conseil TIC), GOODYEAR (équipement auto), GAD (IAA)....**
- **Toutes les activités sont impactées** : industrie, conseil, transport, agro-alimentaire.... Certains projets toucheront simultanément plusieurs territoires (GAD, MORY-DUCROS, EADS...). En outre, les Entreprises de Taille Intermédiaire (ETI) sont aussi concernées que les grands groupes. Or, ce sont traditionnellement les PME et ETI, qui restent les plus créatrices d'emplois, singulièrement dans les territoires hors métropoles mondiales et régionales (Paris, Lyon, Lille, Marseille, Toulouse...). Cette évolution constitue une réelle menace pour les territoires, notamment dans le cas de liquidations judiciaires d'entreprises de plus de 1.000 salariés, qui ne sont pas assujetties à l'obligation de revitalisation. Or, les fonds de revitalisation constituent des outils de financements de projets essentiels, pour le développement et la mutation des territoires.
- Ce mouvement est en outre confirmé par la part également élevée des projets entre **200 et 499 emplois détruits** (19% contre 4% en 2012), issu principalement des grands groupes (GOODYEAR, MICHELIN, BARCLAYS....).
- Cette tendance, si elle, confirme que plus que jamais les territoires doivent anticiper, proposer des **solutions**, et assurer la **sécurisation** des parcours professionnels avec le service public de l'emploi.

4. Destructurations d'emplois en France en 2013

4.6 Projets destructeurs d'emplois selon l'origine des entreprises

► Répartition du nombre de projets de destruction d'emplois en France en par origine des entreprises



- Le montant des investissements étrangers est un indicateur essentiel, pour mesurer **l'attractivité** et le dynamisme d'une puissance économique.
- La part des suppressions d'emplois issus d'entreprises à capitaux étrangers à **augmenté substantiellement** entre 2012 et 2013.
- Outre les effets de la crise, de **nombreux investisseurs** (l'étude 2014 d'Ernst-and-Young évoque 13% de baisses des IDE par rapport à 2012) ne ciblent plus la France et envisagent pour les groupes déjà présents, de restructurer et réduire (ou fermer) leurs capacités de production.
- En terme **d'origine géographique**, la part des entreprises européennes augmente, ce qui constitue une menace dans la mesure où ces pays restent les premiers partenaires économiques de la France. Pour autant, la diversification de l'origine de nos partenaires, devrait se traduire par l'accueil de nouveaux projets, qui devraient compenser ces pertes d'emplois d'origine étrangère : Chine, Russie, Emirats, Corée du Sud....

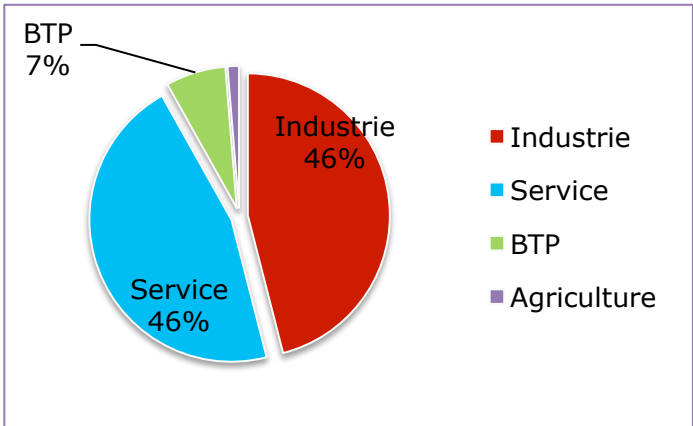
	2013	2012
FRANCE	71%	84 %
ETRANGER	29%	16%
<i>Europe</i>	73%	58%
<i>Amérique du Nord</i>	24%	35%
<i>Reste du monde</i>	3%	7%

38

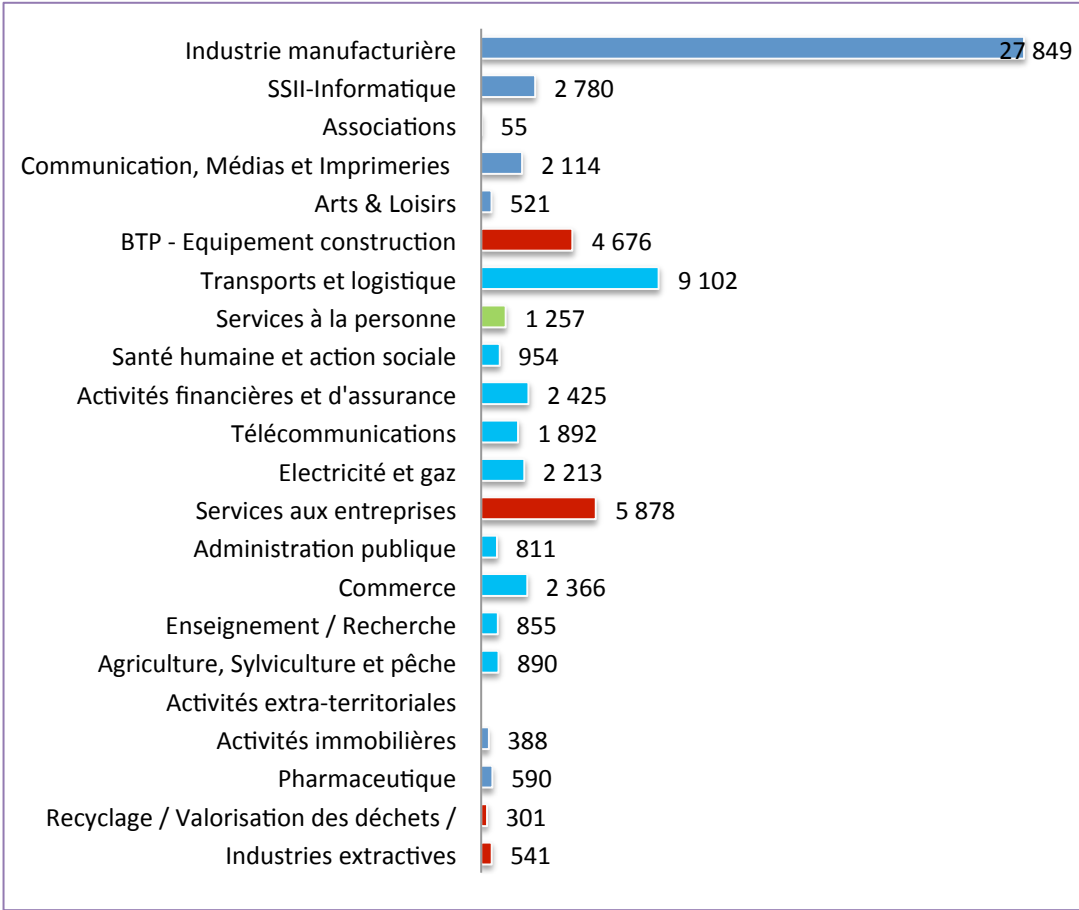
4. Destructurations d'emplois en France en 2013

4.7 Les secteurs d'activité destructeurs d'emplois (1/2)

► Répartition des emplois supprimés par filière



	2013	2012
BTP	7%	2%
SERVICES	41.5%	36%
INDUSTRIE	46%	49%
SECTEUR PUBLIC	4.5%	13%
AGRICULTURE	1%	0%



4. Destructurations d'emplois en France en 2013

4.7 Les secteurs d'activité destructeurs d'emplois (2/2)

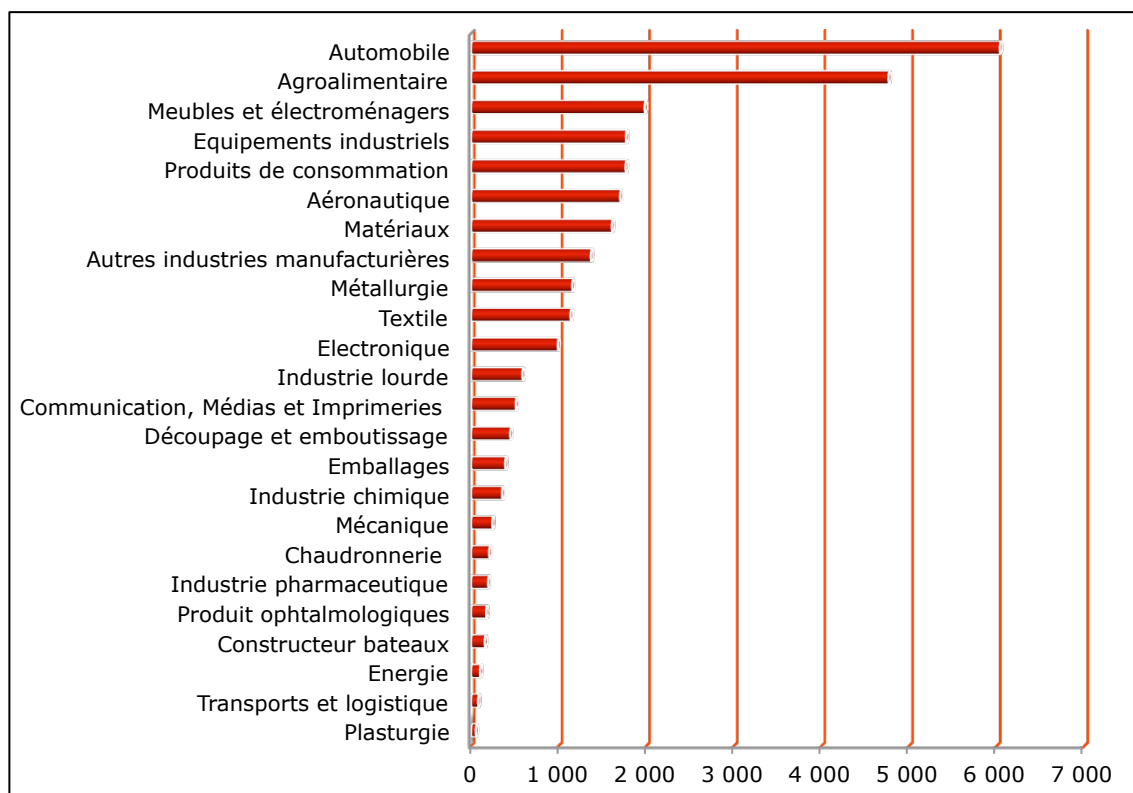
- La part des emplois industriels dans les destructions recule légèrement sur douze mois. En revanche, la part des emplois de **services** augmente de plus de 5 points. Cette augmentation notable confirme que, désormais, toutes les secteurs d'activité sont soumis à de fortes restructurations : centres d'appels (TRANSCOM, CALL EXPERT), transports (MORY-DUCROS), nettoyage industriel, medias (LAGARDERE). Or, la destruction d'emplois dans les services pourrait à nouveau atteindre un niveau élevé : rachats entre les leaders de la téléphonie mobile, délocalisation du siège de Lafarge, restructurations des sociétés de sécurité et gardiennage....
- Il est important également de noter, que la part des destructions d'emplois dans la filière **Transport-Logistique** est quantitativement au même niveau qu'en 2012, soit un niveau proportionnellement élevé si l'on considère que le nombre de destructions d'emplois global a chuté.
- C'est la mise en liquidation du groupe MORY-DUCROS (5.000 emplois) qui explique ce seuil proportionnellement haut. En effet, les métiers de la logistique se développent et offrent : e-commerce, drive, picking, logistique de spécialité.... En revanche, les transporteurs souffrent de la concurrence des pays à bas coût et de la hausse des coûts de transport.
- Les destructions d'emplois dans l'informatique, notamment les **SSII** ont chuté (près de 6.600 en 2012 à 2.780 en 2013). C'est principalement le groupe IBM, qui a annoncé une réduction d'emplois massive, répartie sur une près de dix sites en France. Ainsi que nous l'avions indiqué lors des études précédentes, cette filière très innovante répond à des cycles de développement/restructurations relativement courts (2 - 3 ans en moyenne).
- Enfin, en terme d'aménagement du territoire, l'existence d'infrastructures attractives (immobilier et haut-débit) et l'accès aux financements (privés et publics) constituent des atouts discriminants et déterminants pour les porteurs de projets, notamment dans les TPE, start up..., y compris dans des zones a priori peu attractives pour ces activités.
- Les emplois dans le **BTP** chutent fortement, en raison de la diminution, ou du report, des programmes immobiliers.
- Enfin, la part des **emplois publics** diminue quant à elle de manière drastique. La principale explication est que la mise en œuvre de la RGPP et des réductions du nombre de sites militaires, sont en partie arrivés à leur terme.
- Les projets de restructurations des Armées, ainsi que les réformes relatives à la décentralisation risquent de se traduire par une nouvelle hausse des destructions d'emplois publics.

4. Destructurations d'emplois en France en 2013

4.8 Secteurs d'activité destructeurs d'emplois : Focus sur les Industries manufacturières (1/2)

► **Principales sous-filières de l'industrie manufacturière destructrice d'emplois**

(Source : Observatoire F/I/E/ Kurt Salmon)



	2013	2012
1	Automobile	Automobile
2	IAA	Aéronautique
3	Meubles et électroménager	IAA
4	Equipement Industriel	Chimie
5	Produits de consommation	Equipe électriques
6	Aéronautique	Industries manuf divers
7	Matériaux	Métallurgie
8	Industries manuf divers	Autres produits métalliques
9	Métallurgie	Equipements de transports
10	Textile	Fabrication de meubles
11	Electronique	Communication
12	Industrie Lourde	Industrie pharma.
13	Imprimerie Editions	Entreposage Packaging
14	Découpage Embout.	Papier cartons
15	Emballage	plasturgie

4. Destructurations d'emplois en France en 2013

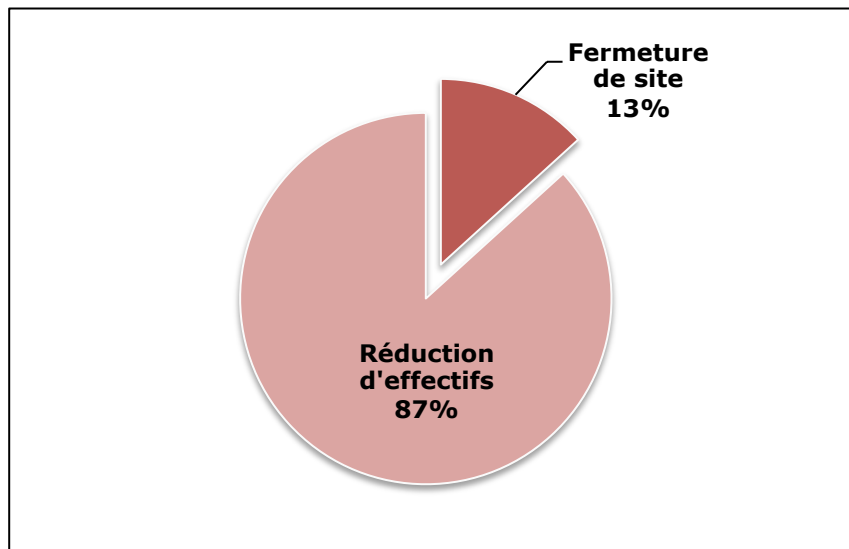
4.8 Secteurs d'activité destructeurs d'emplois : Focus sur les Industries manufacturières (2/2)

- Deux secteurs industriels, qui constituent des pôles d'excellence industriel français, restent en tête des secteurs manufacturiers les plus destructeurs d'emplois : **l'automobile** et **l'agro-alimentaire**.
- **L'automobile** poursuit sa mutation, qui se traduit par d'importantes destructions d'emplois, aussi bien chez les constructeurs (PSA Aulnay), que les **sous-traitants**.
- Les **industries agro-alimentaires** subissent la mise en redressement ou liquidation judiciaire de nombreuses entreprises (GAD, DOUX...), ou des restructurations liées à des problématiques sanitaires (SPANGHERRO, abattoirs...).
- Il est important de noter, que certains secteurs, durement touchés par la crise entre 2009 et 2012, sortent de ce classement (**papier-cartons, chimie, pharmacie...**) ou descendent dans le classement (**aéronautique**).
- Il s'agit principalement de secteurs d'activité, qui se sont fortement restructurés au cours de cette période, et ont donc en partie achevé leurs mutations.
- Inversement, d'autres secteurs réintègrent le top 10, comme le **textile**. Les industries textiles et de prêt-à-porter ont été fortement impactés, suite à la fin des quotas d'importation de Chine en 2008, avec d'importantes destructions d'emplois entre 2009 et 2011. Or, plusieurs projets de restructurations ont été identifiés, quasi exclusivement dans des PME. A l'exception d'un projet de 350 suppressions de postes (BERGERE-DE-France 330 emplois), tous les projets se situent entre 7 et 100 emplois. Il s'agit de PME, très souvent situées à l'écart des grands bassins de consommation, ce qui menace le tissu économique et le dynamisme de ces territoires.

4. Destructurations d'emplois en France en 2013

4.10 Répartition entre fermeture de site et réduction d'effectifs

► Répartition des projets de destructions d'emplois : fermeture de site / réduction d'effectifs



	2013	2012
REDUCTIONS D'EFFECTIFS	87%	76%
PART DES EMPLOIS DETRUITS	45%	25%
FERMETURES DE SITES	13%	24%
PART DES EMPLOIS DETRUITS	55%	75%

Source : Observatoire F/I/E/ Kurt Salmon

4. Destructions d'emplois en France en 2013

4.10 Répartition entre fermeture de site et réduction d'effectifs

- Les **fermetures de sites** ne représentent que 13 % des projets, mais 55% du total des emplois détruits. Ce pourcentage peut, *a priori*, étonner dans la mesure où le nombre de liquidations judiciaires a fortement augmenté parmi les PME, ce qui se traduit le plus fréquemment par des fermetures. En réalité, une analyse plus fine montre, que **les fermetures de sites sont le fait de grands groupes**, dont le nombre de salariés par site est très élevé.
- Il convient également de prendre en compte, que de plus en plus de projets de restructurations peuvent concerner **plusieurs sites dans plusieurs régions**. Ces sites peuvent faire l'objet de fermetures ou de simples réduction d'effectifs. Enfin, le contenu et la forme des restructurations (fermeture ou réduction) ne sont pas systématiquement annoncés.
- Dans les deux cas (fermeture ou réduction), les **conséquences pour les territoires** sont importantes, en termes :
 - **De pertes de richesses et de recettes fiscales.**
 - **D'immobilier d'entreprises lorsqu'il s'agit de fermetures (les sites fermés constituent des friches potentielles).**
 - **De risque de déclassement social d'une partie de la population.**

4. Destructurations d'emplois en France en 2013

4.11 Synthèse

- Tous les **secteurs** de l'activité économique sont concernés par les destructions d'emplois : ensembliers, sous-traitance industrielle, services à la personne et aux entreprises....., ce qui confirme, que la France est **durablement installée dans la crise**.
- La croissance du nombre de **liquidations judiciaires**, tendance qui apparaissait en filigranes les années antérieures, constitue une réelle menace pour les territoires. Elles concernent en effet principalement les **PME** et **ETI**, qui restent pourtant les entreprises les plus créatrices d'emplois.
- L'existence d'un seul **gros projet de réduction** d'effectifs (GOODYEAR, MICHELIN...) suffit à impacter fortement les bassins d'emplois, y compris au sein d'un territoire de la taille d'un Département. Aux emplois directs détruits, il convient en effet de prendre en compte les **emplois indirects**, qu'il n'est pas possible d'identifier dans le cadre de cette étude.
- Le **secteur public**, notamment l'Education Nationale, permet à quelques agglomérations de bénéficier de nouveaux **emplois non-marchands**.
- Les territoires dotés de **filières structurées** bénéficient de projets (Aéronautique en Midi-Pyrénées, Cosmétique en Eure-et-Loir, Construction Navale en Pays-de-Loire, Logistique dans le Nord...).
- Plus que jamais, l'implication des territoires et des services de l'emploi et de la formation professionnelle, est essentielle pour anticiper les **restructurations**, et trouver des solutions , d'une part pour les salariés licenciés, d'autre part les actions de revitalisation . A cet effet, la **loi du 7 juin 2013** relative à l'obligation préalable de trouver des repreneurs, constitue un outil de développement économique, qui contribue à la création d'emplois de compensation, et plus largement à la **mutation des territoires**.

Sommaire

- **1. Synthèse de l'étude 2013**
- **2. Méthodologie**
- **3. Créations d'emplois en France en 2013**
- **4. Destructions d'emplois en France en 2013**
- **5. Conclusions et perspectives**
- **6. Focus sur les emplois liés à la Recherche et Développement (R&D)**
- **7. Sommaire détaillé**
- **8. Remerciements et Contacts**
- **9. Annexes**

5. Conclusions et perspectives

- De fortes pertes d'emplois dans les **PME**, dans tous les secteurs (services et industries).
- Une forte hausse des **liquidations judiciaires**. Le niveau record de 2009 atteint en 2013.
- Des créations d'emplois issues de **secteurs innovants** et de quelques projets d'envergure, qui ne compensent pas les réductions d'emplois.
- Des **inégalités de développement** et de mutations entre les territoires, qui se confirment.
- Les **grands groupes industriels** et de services, qui privilégient de plus en plus le développement à l'international au détriment de la France.
- L'impact des mesures prises par le gouvernement en matière **d'emploi – formation** (Emplois d'Avenir, Contrat de Génération...) et de **développement économique** (Pacte de Compétitivité notamment), coordonnées avec les actions de développement mises en place par les collectivités territoriales, ainsi que le projet du MEDEF de s'attaquer aux 400.000 emplois non pourvus, pourra être évalué en 2015.

Le projet type en matière de création d'emplois serait le suivant :

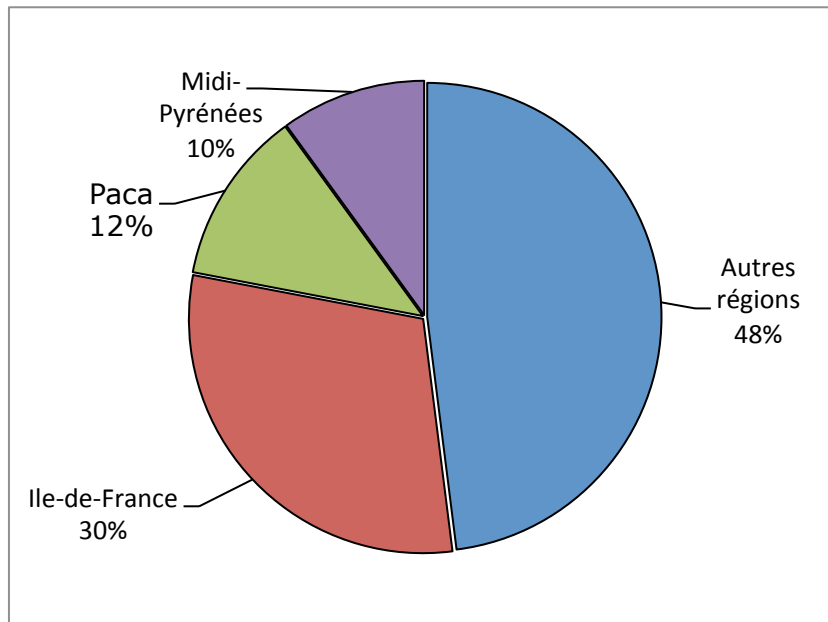
Une entreprise de services « B to B » en développement, localisée dans l'ouest parisien ou la Haute-Garonne avec un programme de création de 1 à 9 emplois, travaillant dans le domaine, ou pour le compte de donneurs d'ordres, dans l'Aéronautique ou les Energies (électricité – gaz).

Le projet type en matière de destruction d'emplois serait le suivant :

Une entreprise de services « B to B », localisée dans l'ouest parisien ou en Seine-Maritime, avec un programme de réduction d'effectifs de 50 à 100 emplois, travaillant dans l'industrie automobile ou l'agro-alimentaire.

6. Focus sur les emplois liés à la Recherche et Développement (R&D)

Répartition des emplois de R&D en France en 2013



Emplois de R&D créés en 2012	Emplois de R&D créés en 2013
6.600	1.000

- Entre 2009 et 2013, 25 000 annonces de créations d'emplois ont été identifiées, dont 80 % dans le secteur privé (dont 62% pour l'industrie manufacturière et l'énergie) et 20% dans le secteur public. A ce titre, le dispositif du **Crédit Impôt Recherche** a eu un impact dans la création d'emploi entre 2009 et 2013.
- Or, plus de 10.000 suppressions d'emplois dans la R&D privée sont potentiellement menacés en France dans les prochaines années.
- Ainsi, Plusieurs secteurs industriels, comme l'aéronautique pourrait réduire la création d'emplois en R&D pour se focaliser sur la production industrielle. Cette tendance, si elle devait se confirmer, constitue une réelle **menace** pour l'innovation et l'attractivité de la France et de ses territoires.

Sommaire

- **1. Synthèse de l'étude 2013**
- **2. Méthodologie**
- **3. Créations d'emplois en France en 2013**
- **4. Destructions d'emplois en France en 2013**
- **5. Conclusions et perspectives**
- **6. Focus sur les emplois liés à la Recherche et Développement (R&D)**
- **7. Sommaire détaillé**
- **8. Remerciements et Contacts**
- **9. Annexes**

Sommaire

- **1. Synthèse de l'étude 2013**
- **2. Méthodologie**
- **3. Créations d'emplois en France en 2013**
- **4. Destructions d'emplois en France en 2013**
- **5. Conclusions et perspectives**
- **6. Focus sur les emplois liés à la Recherche et Développement (R&D)**
- **7. Sommaire détaillé**
- **8. Remerciements et Contacts**
- **9. Annexes**

7. Sommaire détaillé (1/2)

- **Préambule**
- **1.Contexte de l'étude 2013**
- **2.Méthodologie retenue**
- **3.Créations d'emplois**
 - Tendances générales observées
 - Les régions les plus créatrices d'emplois
 - Les départements les plus créateurs d'emplois
 - Taille des projets créateurs d'emplois
 - Les secteurs d'activités créateurs d'emplois
 - Projets créateurs d'emploi par type d'opérations
 - Projets créateurs d'emploi selon l'origine des entreprises
- **4.Destructions d'emplois**
 - Tendances générales observées
 - Les régions les plus destructrices d'emploi
 - Destructions d'emploi par région : comparaison par rapport à la population active
 - Les départements les plus destructeurs d'emploi
 - Taille des projets destructeurs d'emploi
 - Projets destructeurs d'emploi par type d'opérations
 - Projets destructeurs d'emploi selon l'origine des entreprises
 - Secteurs d'activité destructeurs d'emploi
 - Secteurs d'activités destructeurs d'emploi : quelques enseignements
 - Secteurs d'activité destructeurs d'emplois : Focus sur les Industries manufacturières
 - Secteurs d'activité destructeurs d'emplois : Focus sur l'Administration publique
 - Répartition entre fermetures de site et réduction d'effectifs

7. Sommaire détaillé (2/2)

- **5. Conclusions et perspectives**
- **6. Focus sur les emplois liés à la Recherche et Développement (R&D)**
- **7. Sommaire détaillé**
- **8. Remerciements et Contacts**
- **9. Annexes**

Sommaire

- **1. Synthèse de l'étude 2013**
- **2. Méthodologie retenue**
- **3. Créations d'emplois en France en 2013**
- **4. Destructions d'emplois en France en 2013**
- **5. Conclusions et perspectives**
- **6. Focus sur les emplois liés à la Recherche et Développement (R&D)**
- **7. Sommaire détaillé**
- **8. Remerciements et contacts**
- **9. Annexes**

8. Remerciements et Contacts

- **L'étude a été réalisée sous la supervision de :**
 - M. Michel GHETTI, Président de F/I/E/
 - M. Claude BODEAU, Associé RH - Management Kurt Salmon, membre du CODIR France
- **Pour toute question en rapport avec cette étude 2013, vos contacts privilégiés sont :**



Géraud de Montille, Associé F/I/E

g.demontille@groupe-fie.com

Tél : +33(0)1 56 64 00 75



Maud Ayzac, Senior Manager chez Kurt Salmon

maud.ayzac@kurtsalmon.com

Tél : +33(0)6 29 71 10 01



**Philippe Renard, Senior Business Advisor chez Kurt Salmon,
Général de Corps d'Armée (2S), ancien DRH de l'Armée de Terre**

- **Les contributeurs à la réalisation de l'étude sont :**
 - Les équipes F/I/E Revitalisation
 - Les équipes Kurt Salmon RH – Management et le Research Knowledge Center de Kurt Salmon
 - Les équipes Albera Conseil

Contacts Presse

Agence Albera Conseil – 01.48.24.04.50

Bertrand de Tilleul – bdetilleul@alberaconseil.fr

Ludivine Moles – Imoles@alberaconseil.fr

Sommaire

- **1. Synthèse de l'étude 2013**
- **2. Méthodologie retenue**
- **3. Créations d'emplois en France en 2013**
- **4. Destructions d'emplois en France en 2013**
- **5. Conclusions et perspectives**
- **6. Focus sur les emplois liés à la Recherche et Développement (R&D)**
- **7. Sommaire détaillé**
- **8. Remerciements et contacts**
- **9. Annexes**
 - **Les tendances historiques observées**

9. Annexes

Les tendances historiques observées

Annexes

Les tendances historiques observées

	2010	2011	2012	2013
Nombre de projets créateurs d'emplois	1,660	1,405	1,274	1,096
Nombre d'emplois créés ou programmés	61,740	50,200	65,261	53,614
Nombre de créations d'emplois dans les services	34,000	25,000	37,117	36,111
Nombre de créations d'emplois dans l'industrie	25,000	22,500	27,644	16,643
Nombre de création d'emplois dans la construction	2,500	2,700	500	537
Nombre d'emplois en moyenne créés par projets	37	35	51	48

Annexes

Les tendances historiques observées

Régions créatrices d'emploi (en nombre d'emplois)									
2009		2010		2011		2012		2013	
Rhone-Alpes	2,902	Nord Pas de Calais	6,196	Ile-de-France	6,903	Ile-de-France	13,615	Ile-de-France	24,535
Ile-de-France	2,567	Midi-Pyrénées	6,151	Nord-Pas-de-Calais	5,828	Pays-de-la-Loire	9,753	Midi-Pyrénées	3,225
Midi-Pyrénées	2,261	Ile-de-France	5,071	Pays-de-la-Loire	4,577	Nord-Pas-de-Calais	5,297	Pays-de-la-Loire	2,922
Nord-Pas-de-Calais	1,968	Pays-de-la-Loire	4,761	Aquitaine	3,839	Basse-Normandie	4,178	Bretagne	2,836
Pays-de-la-Loire	1,963	Aquitaine	4,614	Midi-Pyrénées	3,621	Picardie	3,829	Rhône-Alpes	2,808
Lorraine	1,210	Rhône-Alpes	4,120	Bretagne	3,414	Rhône-Alpes	3,460	Nord-Pas-de-Calais	2,082
Centre	1,086	PACA	3,364	Rhône-Alpes	3,050	Bretagne	3,110	Haute-Normandie	1,352
PACA	1,019	Lorraine	3,160	Haute-Normandie	2,352	Midi-Pyrénées	3,100	PACA	1,148
Languedoc-Roussillon	959	Bretagne	3,154	Centre	2,306	PACA	3,080	Centre	1,076
Basse-Normandie	916	Picardie	2,543	PACA	2,002	Aquitaine	2,948	Aquitaine	1,055
Aquitaine	873	Bourgogne	2,372	Poitou-Charentes	1,875	Bourgogne	1,804	Lorraine	1,021
Picardie	684	Alsace	2,281	Picardie	1,800	Haute-Normandie	1,697	Poitou-Charentes	756
Poitou-Charentes	659	Auvergne	2,200	Lorraine	1,635	Lorraine	1,538	Languedoc-Roussillon	705
Champagne-Ardenne	629	Poitou-Charentes	2,047	Alsace	1,535	Alsace	1,365	Bourgogne	588
Bretagne	626	Languedoc-Roussillon	1,803	Basse-Normandie	1,275	Poitou-Charentes	1,289	Franche-Comté	579
Franche-Comté	530	Centre	1,736	Languedoc-Roussillon	1,111	Centre	1,239	Champagne-Ardenne	506
Haute-Normandie	367	Champagne-Ardenne	1,571	Bourgogne	936	Languedoc-Roussillon	1,189	Basse-Normandie	404
Bourgogne	342	Franche Comté	1,528	Auvergne	907	Champagne-Ardenne	894	Auvergne	314
Alsace	203	Haute-Normandie	1,176	Champagne-Ardenne	792	Franche-Comté	697	Picardie	307
Auvergne	135	Basse-Normandie	1,095	Franche-Comté	446	Auvergne	661	Alsace	291
Limousin	107	Limousin	679	Limousin	267	Limousin	518	Limousin	104
Corse	0	Corse	118	Corse	<30	Corse	0	Corse	0

Annexes

Les tendances historiques observées

Proportion des créations d'emplois ou créés / population active par région (en %)							
2010		2011		2012		2013	
Midi-Pyrénées	0,91	Nord-Pas-de-Calais	0,66	Pays-de-la-Loire	2,29	Ile-de-France	0,60
Auvergne	0,77	Midi-Pyrénées	0,55	Basse-Normandie	1,31	Midi-Pyrénées	0,48
Nord-Pas-de-Calais	0,69	Haute-Normandie	0,55	Picardie	1,02	Bretagne	0,4
Lorraine	0,65	Aquitaine	0,54	Nord-Pas-de-Calais	0,60	Pays-de-la-Loire	0,32
Aquitaine	0,63	Poitou-Charentes	0,51	Bourgogne	0,50	Haute-Normandie	0,32
Franche-Comté	0,59	Pays-de-la-Loire	0,51	Midi-Pyrénées	0,47	Nord-Pas-de-Calais	0,24
Alsace	0,59	Bretagne	0,48	Bretagne	0,44	Franche-Comté	0,23
Poitou-Charentes	0,53	Picardie	0,47	Aquitaine	0,41	Lorraine	0,22
Champagne-Ardenne	0,53	Basse-Normandie	0,4	Haute-Normandie	0,40	Poitou-Charentes	0,2
Picardie	0,52	Centre	0,4	Limousin	0,37	Centre	0,19
Pays-de-la-Loire	0,51	Lorraine	0,34	Poitou-Charentes	0,35	Champagne-Ardenne	0,17
Limousin	0,45	Auvergne	0,32	Ile-de-France	0,33	Rhône-Alpes	0,17
Bretagne	0,43	Alsace	0,32	Lorraine	0,33	Bourgogne	0,16
Languedoc-Roussillon	0,36	Champagne-Ardenne	0,27	Champagne-Ardenne	0,31	Aquitaine	0,14
Basse-Normandie	0,33	Bourgogne	0,26	Alsace	0,29	Languedoc-Roussillon	0,14
PACA	0,3	Languedoc-Roussillon	0,23	Paca	0,28	Basse-Normandie	0,12
Haute-Normandie	0,26	Limousin	0,19	Franche-Comté	0,27	Auvergne	0,11
Rhône-Alpes	0,25	PACA	0,18	Languedoc-Roussillon	0,24	PACA	0,1
Bourgogne	0,25	Ile-de-France	0,18	Auvergne	0,24	Picardie	0,08
Centre	0,24	Franche-Comté	0,17	Centre	0,22	Limousin	0,07
Corse	0,18	Rhône-Alpes	0,17	Rhône-Alpes	0,21	Alsace	0,06
Ile-de-France	0,11	Corse	0	Corse	0	Corse	0

Annexes

Les tendances historiques observées

Les 10 départements les plus créateurs d'emplois (en nombre d'emplois)									
2009		2010		2011		2012		2013	
Nord	1,430	Haute- Garonne	4,900	Nord	4,900	Loire-Atlantique	7,864	Paris	16,288
Hauts-de-Seine	1,408	Nord	4,701	Paris	3,044	Paris	7,542	Hauts-de-Seine	5,655
Haute-Garonne	1,256	Gironde	2,935	Haute-Garonne	2,840	Nord	3,867	Haute-Garonne	2,476
Loire-Atlantique	1,240	Loire- Atlantique	2,082	Gironde	2,579	Oise	3,475	Loire-Atlantique	2,097
Isère	1,066	Ille-et-Vilaine	1,685	Loire-Atlantique	2,359	Hauts-de-Seine	2,697	Nord	1,839
Rhône	999	Puy-de-Dôme	1,663	Seine-Maritime	2,049	Manche	2,565	Haute-Savoie	1,657
Moselle	838	Moselle	1,608	Ille-et-Vilaine	1,638	Ille-et-Vilaine	1,656	Ille-et-Vilaine	1,642
Hérault	592	Paris	1,598	Val-de-Marne	1,121	Seine-Maritime	1,652	Finistère	820
Bouches-du-Rhône	577	Oise	1,504	Bas-Rhin	1,112	Gironde	1,550	Eure	697
Pas-de-Calais	538	Pas-de-Calais	1,495	Vendée	1,089	Haute-Garonne	1,492	Seine-St-Denis	657

Annexes

Les tendances historiques observées

Taille des projets créateurs d'emplois	2010	2011	2012	2013
<9 emplois ou non communiqué	22%	26%	25%	44%
9 à 19 emplois	24%	23%	27%	18%
20 à 49 emplois	34%	32%	28%	19%
50 à 99 emplois	12,50%	11%	10%	9%
100 à 199 emplois	5%	5%	5%	5%
200 à 499 emplois	2%	2%	3%	3%
>500 emplois	0,50%	1%	2%	2%

Annexes

Les tendances historiques observées

Secteurs d'activités créateurs d'emploi (en nombre d'emplois)							
2010		2011		2012		2013	
Industries manufacturières	20,608	Industries manufacturières	18,632	Industries manufacturières	19,958	Electricité et gaz	8,415
Services à la personne	9,715	Services à la personne	6,816	Services aux entreprises	9,964	Services aux entreprises	8,411
Santé humaine et action sociale	6,308	SSII / Informatique	6,128	Santé humaine et action sociale	7,598	Commerce	8,364
Transports et logistiques	5,670	Santé humaine et action sociale	5,722	Transports	6,914	Industries manufacturières	7,952
Services aux entreprises	5,359	Electricité & gaz	3,219	Electricité & gaz	6,460	SSII / Informatique	7,208
SSII / Informatique	4,285	BTP	2,758	Services à la personne	4,465	Santé humaine et action sociale	4,249
BTP	2,489	Services aux entreprises	2,655	SSII / Informatique	4,273	Services à la personne	3,089
Energies alternatives	1,795	Transports et logistiques	1,581	Commerce	1,831	Activités immobilières	1,998
Recyclage / valorisation des déchets / eau	1,623	Activités financières et d'assurance	1,126	Activités financières et d'assurance	1,743	Transports et logistique	1,306
Activités financières et d'assurance	1,120	Recyclage / valorisation des déchets / eau	490	Eaux et déchets	977	Activités financières et d'assurance	693
Électricité & gaz	1,082	-	-	-	-	BTP	535
Autres services	754	-	-	-	-	Vente en ligne	500
Telecom	479	-	-	-	-	Agriculture, sylviculture	303
Activités immobilières	357	-	-	-	-	Recyclage / valorisation des déchets / eau	276
Agriculture, sylviculture	91	-	-	-	-	Arts et spectacles	184

Annexes

Les tendances historiques observées

	Créations d'emplois dans l'industrie manufacturière			
	2010	2011	2012	2013
1	Industrie automobile	Industrie automobile	Construction navale	Aéronautique
2	IAA	IAA	Industrie Agro-Alimentaire	Mécanique métaux et métallurgie
3	Métallurgie, travail des métaux	Construction aéronautique et spatiale	Industrie automobile	IAA
4	Construction aéronautique et spatiale	Fab. de produits en caoutchouc et plastique	Equipements électriques	Automobile
5	Industrie pharmaceutique	Moteurs hors automobile et aéronautique	Métallurgie	Equipements agricoles
6	Equipement électriques	Equipement électriques	Industrie chimique	Textile et vêtement
7	Fab. de produits en caoutchouc et plastique	Produits métalliques divers hors machines	Industrie pharmaceutique	Equipements électriques
8	Moteurs hors automobile et aéronautique	Métallurgie	Autres industries manufacturières	Bois et matériaux
9	Textile, habillement, cuir	Matériel informatique, électronique et optique	Construction aéronautique et spatiale	Papier
10	Industrie chimique	Industrie chimique	Réparation de machines et d'équipements	Energie
11	Transformation du bois et fabrication de meubles	Transformation du bois et fabrication de meubles	Matériel informatique, électronique et optique	Robotique
12	Autres industries manufacturières	Industrie pharmaceutique	Construction ferroviaire	Équipement médical
13	Construction navale	Autres industries manufacturières	travail du bois	Équipements industriels
14	Industrie du papier et du carton	Textile, habillement, cuir	Moteurs hors automobile et aéronautique	Équipements BTP
15	Verre, plâtre , béton	Industrie du papier et du carton	Fabrication de textiles	Luxe et cosmétiques
16	Construction ferroviaire	Construction navale	Travaux de construction spécialisés	Industrie chimique
17	Edition - imprimerie	Verre, plâtre , béton	Industrie du cuir et de la chaussure	Équipement maison
18	Autres matériels de transport	Travail du bois, hors meuble / transformation du bois	Verre, plâtre, béton	Plasturgie
19		Imprimerie	Fabrication de meubles	Emballage
20		Fabrication de boissons	Industrie textile	Optique
21		fabrication de textiles / textile, habillement, cuir	Industrie ferrovière	TIC
22		Travaux de construction spécialisés	Industrie médicale	Biotechnologie
23		Construction ferroviaire	Fabrication de produits en caoutchouc et en plastique	Bâtiments modulaires

Annexes

Les tendances historiques observées

Répartition des emplois créés ou programmés par secteur d'activité

	2010	2011	2012	2013
Industrie	55%	45%	48%	31%
Services	41%	50%	23%	68%
BTP	4%	5%	29%	1%

Annexes

Les tendances historiques observées

Destructions d'emplois	2010	2011	2012	2013
Nombre de projets destructeurs d'emplois	954	844	1,482	1,290
Nombre de destruction d'emplois	35,924	34,464	99,689	68,458
Nombre de destruction d'emplois dans les services	10,138	10,677	48,831	31,398
Nombre de destructions d'emplois dans l'industrie	24,000	21,025	48,741	32,384
Nombre de destructions d'emplois dans la construction	1,796	2,633	2,117	4,676
Taille moyenne des projets destructeurs d'emplois	39	40	67	53

Annexes

Les tendances historiques observées

Régions destructrices d'emploi (en nombre d'emplois)							
2010		2011		2012		2013	
Ile-de-France	4,508	Ile-de-France	6,740	Ile-de-France	45,877	Ile de France	9,141
Nord-Pas-de-Calais	3,804	Rhône-Alpes	3,613	Rhône-Alpes	5,671	Bretagne	5,324
Centre	2,737	Nord-Pas-de-Calais	3,513	Bretagne	5,224	Pays de la Loire	4,026
Rhône-Alpes	2,639	Centre	2,150	Lorraine	5,043	Nord Pas de Calais	3,841
Pays de la Loire	2,434	Bretagne	2,019	Pays de la Loire	4,701	Centre	3,839
Aquitaine	2,398	Pays de la Loire	1,684	Nord-Pas-de-Calais	3,674	Lorraine	3,459
Alsace	2,060	Champagne-Ardenne	1,656	Champagne-Ardenne	3,191	Rhône Alpes	3,183
Lorraine	1,923	Lorraine	1,613	Aquitaine	3,079	Haute Normandie	2,996
Haute-Normandie	1,732	Picardie	1,538	Alsace	3,043	Picardie	2,890
Picardie	1,533	Bourgogne	1,316	Midi-Pyrénées	2,589	Champagne Ardennes	2,704
Champagne-Ardenne	1,386	Poitou-Charentes	1,250	Haute-Normandie	2,438	Aquitaine	2,453
Basse-Normandie	1,319	Aquitaine	1,200	PACA	2,352	Midi Pyrénées	2,389
Bretagne	1,288	Franche-Comté	1,025	Franche-Comté	2,287	Franche Comté	1,794
PACA	1,184	Haute-Normandie	1,025	Poitou-Charentes	2,151	Alsace	1,686
Midi-Pyrénées	1,110	PACA	996	Centre	1,633	Basse Normandie	1,532
Poitou-Charente	971	Midi-Pyrénées	982	Basse-Normandie	1,414	Languedoc Roussillon	1,502
Auvergne	737	Languedoc-Roussillon	757	Picardie	1,390	Poitou Charentes	1,421
Languedoc-Roussillon	706	Basse-Normandie	467	Auvergne	1,198	PACA	1,256
Bourgogne	684	Alsace	374	Languedoc-Roussillon	1,186	Bourgogne	1,002
Limousin	448	Limousin	323	Bourgogne	1,096	Auvergne	659
Franche-Comté	298	Auvergne	310	Limousin	401	Limousin	318
Corse	25	Corse	80	Corse	51	Corse	142

Annexes

Les tendances historiques observées

Proportion des destructions d'emplois / Population active par région							
2010		2011		2012		2013	
Champagne-Ardennes	0,46%	Champagne-Ardennes	0,56 %	Ile-de-France	1,12%	Champagne Ardennes	0,43%
Centre	0,45%	Nord-Pas-de-Calais	0,4%	Champagne-Ardenne	1,11%	Bretagne	0,36%
Nord-Pas-de-Calais	0,42%	Picardie	0,4%	Lorraine	1,07%	Haute Normandie	0,35%
Alsace	0,42%	Franche-Comté	0,4%	Franche-Comté	0,90%	Centre	0,32%
Basse-Normandie	0,4%	Centre	0,37%	Bretagne	0,74%	Picardie	0,32%
Picardie	0,39%	Bourgogne	0,36%	Alsace	0,64%	Franche Comté	0,32%
Lorraine	0,39%	Poitou-Charentes	0,34%	Poitou-Charentes	0,58%	Lorraine	0,31%
Haute-Normandie	0,39%	Lorraine	0,34%	Haute-Normandie	0,57%	Pays de la Loire	0,24%
Aquitaine	0,33%	Bretagne	0,28%	Pays de la Loire	0,52%	Basse Normandie	0,23%
Limousin	0,3%	Haute-Normandie	0,24%	Basse-Normandie	0,44%	Nord Pas de Calais	0,21%
Pays de la Loire	0,26%	Limousin	0,23%	Aquitaine	0,43%	Alsace	0,18%
Auvergne	0,26%	Rhône-Alpes	0,22%	Auvergne	0,43%	Midi Pyrénées	0,17%
Poitou-Charentes	0,25%	Pays de la Loire	0,19%	Nord-Pas-de-Calais	0,42%	Poitou Charentes	0,17%
Bourgogne	0,19%	Aquitaine	0,17%	Midi-Pyrénées	0,39%	Aquitaine	0,16%
Bretagne	0,17%	Ile-de-France	0,17%	Picardie	0,37%	Ile de France	0,15%
Rhône-Alpes	0,16%	Basse-Normandie	0,15%	Rhône-Alpes	0,34%	Languedoc Roussillon	0,13%
Midi-Pyrénées	0,16%	Languedoc-Roussillon	0,15%	Bourgogne	0,31%	Bourgogne	0,13%
Languedoc-Roussillon	0,14%	Midi-Pyrénées	0,13%	Limousin	0,28%	Rhône Alpes	0,10%
Franche-Comté	0,12%	Auvergne	0,11%	Centre	0,28%	Auvergne	0,10%
Ile-de-France	0,11%	PACA	0,09%	Languedoc-Roussillon	0,24%	Corse	0,10%
PACA	0,1%	Alsace	0,08%	PACA	0,21%	Limousin	0,09%
Corse	0,04%	Corse	0%	Corse	0,08%	PACA	0,05%

Annexes

Les tendances historiques observées

Les 10 départements les plus destructeurs d'emplois (en nombre d'emplois)							
2010		2011		2012		2013	
Nord	2,369	Paris	2,447	Paris	12,419	Paris	3,496
Pas-de-Calais	1,435	Nord	1,964	Bas-Rhin	4,264	Seine-Maritime	2,852
Bas-Rhin	1,188	Rhône	1,956	Yvelines	3,058	Finistère	2,727
Seine-Maritime	1,085	Pas-de-Calais	1,083	Ille-et-Vilaine	2,637	Hauts-de-Seine	2,072
Pyrénées-Atlantiques	1,033	Indre-et-Loire	913	Nord	2,382	Nord	2,070
Rhône	955	Val-de-Marne	885	Gironde	1,910	Pas-de-Calais	1,771
Oise	919	Seine-Saint-Denis	880	Hauts-de-Seine	1,828	Seine-St-Denis	1,581
Calvados	910	Aube	767	Seine-Maritime	1,764	Somme	1,516
Loiret	893	Vosges	706	Loire-Atlantique	1,697	Moselle	1,335
Seine-Saint-Denis	881	Oise	688	Maine-et-Loire	1,570	Indre-et-Loire	1,332

Annexes

Les tendances historiques observées

Taille des projets destructeurs d'emploi	2011	2012	2013
<9 emplois	27%	13%	0%
9 à 19 emplois	19%	18%	6%
20 à 49 emplois	31%	24%	16%
50 à 99 emplois	13%	13%	22%
100 à 199 emplois	7%	7%	15%
200 à 499 emplois	2%	4%	19%
>500 emplois	1%	2%	22%
Non communiqué	0%	19%	0%

Annexes

Les tendances historiques observées

Secteurs d'activités destructeurs d'emploi (en nombre d'emplois)							
2010		2011		2012		2013	
Industries manufacturières	23,078	Industries manufacturières	20,404	Industrie manufacturière	47,400	Industrie manufacturière	27,849
Transports et logistiques	2,761	SSII / Informatique	3,283	Administration publique	12,838	Transports et logistique	9,102
Santé humaine et action sociale	1,862	BTP-Equipement construction	2,633	Services à la personne	9,885	Services aux entreprises	5,878
BTP-Equipement construction	1,699	Transports et logistiques	2,253	Transports et logistique	9,575	BTP - Equipement construction	4,676
Services aux entreprises	1,589	Services à la personne	1,740	SSII-Informatique	6,605	SSII-Informatique	2,780
Autres services	1,397	Santé humaine et action sociale	979	Activités financières et d'assurance	4,421	Activités financières et d'assurance	2,425
SSII / Informatique	1,077	Activités financières et d'assurance	949	Services aux entreprises	2,738	Commerce	2,366
Services à la personne	912	Électricité & gaz	563	BTP - Equipement construction	2,117	Electricité et gaz	2,213
Électricité & gaz	628	Services aux entreprises	491	Santé humaine et action sociale	1,574	Communication, Médias et Imprimeries	2,114
Agriculture, sylviculture et pêche	327	Administration publique	349	Commerce	1,125	Télécommunications	1,892
Recyclage / valorisation des déchets / eau	321	Commerce	282	Electricité et gaz	886	Services à la personne	1,257
Activités immobilières	76	Enseignement	239	Agriculture, Sylviculture et pêche	288	Santé humaine et action sociale	954
Activités financières et d'assurance	66	Agriculture, sylviculture et pêche	129	Recyclage / Valorisation des déchets / Eau	165	Agriculture, Sylviculture et pêche	890
Energies alternatives	60	Activités extraterritoriales	62	Activités immobilières	70	Enseignement / Recherche	855
Telecom	56	Activités immobilières	50	Industries extractives	2	Administration publique	811
Industries extractives	15	Recyclage / valorisation des déchets / eau	46	Activités extra-territoriales	0	Pharmaceutique	590

Annexes

Les tendances historiques observées

Suppressions d'emplois dans l'industrie manufacturière							
2010		2011		2012		2013	
Industrie automobile	3,406	Métallurgie	3,117	Industrie automobile	10,159	Automobile	6,038
Métallurgie	2,495	IAA	2,218	Transport aérien	5,472	IAA	4,68
Industrie chimique	1,902	Industrie pharmaceutique	1,818	IAA	4,379	Meubles et électroménagers	1,985
Fab. de textiles / textile, habillement, cuir	1,874	Edition - Imprimerie	1,813	Industrie chimique	4,164	Equipements industriels	1,771
Equipement électriques	1,802	Industrie automobile	1,801	Equipements électriques	3,208	Produits de consommation	1,767
Moteurs hors automobile et aéronautique	1,698	Fab. de textiles / textile, habillement, cuir	1,484	Autres industries manufacturières	3,173	Aéronautique	1,705
IAA	1,574	Industrie chimique	1,076	Métallurgie	2,985	Matériaux	1,610
Autres industries manufacturières	1,205	Industrie du papier et du carton	1,046	Produits métalliques divers hors machines	2,630	Autres industries manufacturières	1,371
Transformation du bois et fab. de meubles	1,200	Fab. de produits en caoutchouc et plastique	977	Transports terrestres	2,427	Métallurgie	1,159
Industrie du papier et du carton	1,162	Construction aéronautique et spatiale	947	Fabrication de meubles	2,221	Textile	1,139
Verre, plâtre, béton	1,131	Verre, plâtre, béton	779	Agence de presse et veille internet	2,137	Electronique	994
Industrie pharmaceutique	1,122	Transformation du bois et fab. de meubles	692	Industrie pharmaceutique	1,936	Industrie lourde	589
Fab. de produits en caoutchouc et plastique	1,045	Equipement électriques	612	Entreposage et services auxiliaires des transports	1,744	Communication, Médias et Imprimeries	514
Edition - Imprimerie	837	Moteurs hors automobile et aéronautique	487	Industrie du papier et du carton	1,468	Découpage et emboutissage	451
Construction aéronautique et spatiale	476	Matériel informatique, électronique et optique	483	Fabrication de produits en caoutchouc et en plastique	1,396	Emballages	393
Construction navale	149	Réparation de machines et d'équipements	311			Industrie chimique	357
		Construction navale	214			Mécanique	245
		Autres industries manufacturières	194			Chaudronnerie	210
		Autres matériels de transport	118			Industrie pharmaceutique	199

Annexes

Les tendances historiques observées

Répartition des projets de destruction d'emplois

	2010	2011	2012	2013
Fermeture de sites	61%	58%	32%	13%
Suppression d'effectifs	39%	42%	68%	87%

Suppression d'emplois par origine d'entreprises

Origine	2010	2011	2012	2013
France	82%	82%	84%	71%
Etranger	18%	18%	16%	29%